

ÉCONOMIE POLITIQUE

« **D**isruptions » dans la mondialisation capitaliste et recherche d'un nouvel ordre économique et monétaire mondial

La guerre commerciale lancée par Donald Trump domine l'actualité économique.

Le libre-échangeisme fou montre ses limites partout dans le monde, y compris pour le peuple étatsunien, et même dans une certaine mesure pour l'impérialisme américain. La guerre commerciale de Trump vise à pousser l'Europe à négocier, et à porter atteinte à la Chine, pour sauver avant tout le dollar, pilier majeur de tout le système capitaliste et impérialiste actuel.

Le monde a-t-il basculé ? Oui et non. Il est plutôt à la croisée des chemins. Ce qui est en jeu, c'est d'agir pour qu'il aille dans le bon sens.

Face à la fuite en avant vers encore plus de libre-échange, et vers la soumission au dollar, promue tout particulièrement par les

dirigeants de l'Union européenne, en cela munichois et collaborationnistes avec le grand capital (certains secteurs visant, de façon plus offensive, la rivalité sur l'attraction des capitaux), monte l'idée d'y répondre par le protectionnisme, le nationalisme, le souverainisme. Donc par la guerre économique entre pays.

L'enjeu est au contraire celui d'une tout autre mondialisation, une mondialisation de partage et de co-développement pour et par toute l'humanité, c'est-à-dire une véritable globalisation des ressources, démocratique et à portée des peuples, de leur intervention.

Car il faut se développer et partager les financements, les technologies, les pouvoirs, et se coordonner pour résoudre des

défis qui nous sont communs (climat, santé, pauvreté et migrations, évasion fiscale, guerre, information, et tous les biens communs) ou similaires (emploi, formation, services publics, nouvelle industrialisation).

Ce dossier propose différents éclairages pour analyser les mesures annoncées par l'administration Trump, les causes qu'on peut tenter d'y discerner dans les évolutions du capital étatsunien, les capacités de résistance que la Chine semble pouvoir pui-

ser dans son modèle de développement, la faiblesse «münichoise», par contraste, de la réponse européenne.

Frédéric Boccara conclut en proposant des perspectives politiques de luttes concrètes pour un nouvel ordre économique et monétaire international. Ses contributions à ce dossier sont tirées d'un rapport présenté à la fin du mois d'avril dernier au comité exécutif national du PCF.



■ Trump, les faits et la logique - l'effet de choc

En brandissant l'arme des droits de douane, Donald Trump veut mettre sous pression ses partenaires et ses rivaux, espérant être ainsi plus efficace que ses prédécesseurs dans ses efforts pour raffermir l'hégémonie du capital américain.

Le 2 avril, Donald Trump a annoncé que les États-Unis augmenteraient leurs droits de douane appliqués aux produits matériels importés (en % de leur valeur) de 10 points, contre une moyenne autour de 3 % auparavant¹. Pour certains produits (acier, automobiles et équipements auto) 25 points s'ajoutent au lieu des 10 points. Ceci pendant 2 mois à partir de début avril. À l'issue de ces deux mois, pour les pays avec lesquels un accord ne serait pas trouvé, les États-Unis appliqueraient un tarif donnant un supplément de 20 % pour l'UE, de 46 % pour le Vietnam, de 26 % pour l'Inde, de 17 % pour Israël, par exemple. Dans le même temps, les téléphones, ordinateurs, semi-conducteurs, cartes-mémoires, puces, ne subiraient pas ce surcroît, sous réserve des résultats d'une commission d'enquête américaine qui pourrait à l'issue d'un délai de deux mois décider l'application d'une augmentation de 20 points.

Les faits déclencheurs

Quatre ensembles de pays sont à considérer : la Chine, qui se voit appliquer un taux de 145 % (sauf sur les produits électroniques ci-dessus, soit 20 % de ses exports aux États-Unis), le Canada et le Mexique, qui se voient appliquer 25 %, les pays sous embargo comme Cuba pour lesquels il n'y a pas de taux. Tous les autres pays, comme ceux de l'UE, se voient appliquer le taux de 10 % en attendant l'issue des négociations.

Début juin, Donald Trump, confronté à une contestation du tribunal du commerce international sur sa légitimité juridique à agir sur tous les droits de douane sans mandat du Parlement, a relevé ces droits dits « sectoriels » à 50 %.

Précisons tout de suite que si les États-Unis ont un fort déficit de marchandises (entre 1 100 et 1 200 milliards de dollars), ils ont aussi un fort excédent sur les technologies, paiements informationnels, financiers et paiements intragroupes (+300 milliards de dollars), sur les dividendes rapatriés (+300 milliards), deux ensembles très liés à leurs multinationales, ainsi qu'un très fort afflux de capitaux de portefeuille du monde entier (+1 150 milliards de dollars en 2024) avec lesquels, des années 1980 à 2014-2015, ils finançaient l'achat ou l'installation d'entreprises dans le monde entier sous forme d'investissements directs à l'étranger (IDE)².

Par ailleurs, il faut rappeler que les États-Unis bloquent le système des plaintes auprès de l'Organisation mondiale du Commerce (OMC) depuis déjà un certain temps, en bloquant depuis 2011 (sous Obama) le renouvellement des juges-arbitres de l'organe d'appel statuant sur les « différends commerciaux entre États ».

Les décisions brutales de Trump sur les droits de douane ont immédiatement entraîné un « mini-krach » boursier car les perspectives de croissance et de profit, à court terme, ont alors été rendues incertaines. Trump a corrigé le tir, à partir du moment où le taux d'intérêt des bons du Trésor américain s'est accru et où l'attractivité du dollar a connu une semonce sérieuse. C'est-à-dire qu'il corrige et ajuste dès que le dollar et le financement du déficit américain sont en cause.

La perspective d'une récession mondiale se rapproche. Trump montre qu'il est prêt à provoquer une récession mondiale, à entraîner le monde entier dans les difficultés, faisant comprendre que les États-Unis s'en sortiront plus vite que les autres et à leur détriment, tel le nageur qui tire tout le monde sous l'eau pour remonter. C'est une façon d'obliger à négocier. Dans le même temps, il laisse le beau rôle à la Chine qui, malgré la pression déflationniste de sa baisse des prix à l'export et de ses exportations dans le monde entier, peut se targuer de soutenir la croissance mondiale par sa demande adressée aux autres pays.

Il est difficile d'évaluer la profondeur, la durée et les enchaînements financiers, mais avec l'énorme accumulation financière actuelle, qui est la cause fondamentale des effets en chaîne et qui fragilise toute l'économie mondiale, il faudra être très attentif à ce qui se passe sur les marchés financiers.

Les causes profondes

La hausse très importante des droits de douane (« tarifs ») américains à l'importation des marchandises (produits matériels) décidée par Trump intervient sur fond d'une nouvelle phase de la crise profonde du capitalisme et de la mise en cause de l'impérialisme des États-Unis ainsi que de son hégémonie, dont le dollar est un instrument central³.

Elle constitue cependant un tournant brutal, avec une hausse touchant, dans un premier temps, quasiment tous les pays, y compris l'UE et le Japon, « les alliés des États-Unis ». C'est une « nouvelle étape » de la guerre commerciale qui avait commencé dès 2017, avec « Trump 1 ». Elle avait été poursuivie, sous une apparence plus souple, par Biden⁴.

Les causes profondes sont de différentes natures, mais complémentaires et entrent en résonance :

– Crise de rentabilité du capital américain, avec une suraccumulation financière énorme qui pèse sur la rentabilité, et des exigences de rentabilité accrues par la révolution informationnelle.

– Fragilisation profonde de la « base sociale populaire » du capitalisme aux États-Unis. Or si la légitimité se trouve vraiment mise en cause, cela fragilise tout le capital américain, donc tout le capitalisme mondial, ou tout du moins « occidental »⁵. D'où l'exacerbation du nationalisme américain.

– Montée des BRICS et de l'économie de la Chine, considérée comme un « rival systémique » des États-Unis.

– Nouvelle phase de la révolution informationnelle, avec des enjeux technologiques très importants (liés à l'IA et à l'industrie 3.0 connectée), entraînant de gigantesques besoins de capitaux et de monopolisation (monopolisation des usages de l'IA et de ses données, pour partager ses coûts), crainte existentielle de monopoles rivaux (car : « *first player takes all* »).

Tout cela entraîne la recherche d'une nouvelle phase de l'impérialisme, et tout particulièrement d'une nouvelle phase de la relation entre l'État des États-Unis et le capital en général. Dans la crise du CME-S (capitalisme monopoliste d'État social) l'intégration impérialiste internationale, avec des organismes interétatiques et supranationaux, s'est poursuivie, mais la perspective d'une sorte de CME-I (capitalisme monopoliste d'État international), même sous hégémonie américaine, apparaît de plus en plus clairement douteuse, et en réalité impossible compte-tenu de la nature profonde du capitalisme, de concurrence et de rivalité. Ceci contribue sans doute à expliquer la recherche par le grand capital étatsunien, d'un système impérialiste bien plus unipolaire et recentré sur les États-Unis qu'auparavant.

Dans le même temps, malgré l'avancée considérable de la Chine, le monde n'a pas basculé. L'impérialisme américain reste très puissant, y compris par sa force dans les organisations internationales. Par exemple, la dernière émission monétaire de DTS (droits de tirage spéciaux du FMI) a représenté presque 1 000 milliards d'euros (930, exactement), dont 40 % sont allés aux pays du G7, contre une capacité de prêts par la banque des BRICS (DNB) de 200 milliards d'euros maximum⁶. De même, l'avance technologique US reste très importante, malgré les progrès inouïs réalisés par la Chine. Ainsi, celle-ci n'a pas les capacités de réaliser (« fondre ») des puces avec des nœuds de 3 nm, et pour réaliser des puces dont les nœuds sont de 5 nm, elle dépend des équipements occidentaux (notamment le néerlandais ASML et l'allemand Karl Zeiss) dont la vente peut être bloquée par les États-Unis, alors que le TSMC ou Intel sont à 3 nm, en production, et préparent 2 nm pour 2025-2026. D'où les énormes efforts chinois en recherche, y compris pour utiliser d'autres méthodes, parfois moins consommatrices de capital ou de matières.

Derrière les excès de Trump, une rationalité

Des excès existent dans les décisions prises par Trump et par son administration/entourage. Mais les corrections

confirment bien qu'il y a une rationalité : celle du dollar et du capital.

La hausse brutale des droits de douane est utilisée contre la Chine et les autres pays, et comme arme de négociation pour faire plier essentiellement les alliés les plus proches des États-Unis, UE, Mexique et Canada. Le but est de gagner sur trois tableaux : (1) redresser le déficit commercial américain, (2) redresser la production sur le site américain, de biens, de services et de technologie (avec un effet d'annonce et de propagande pour l'emploi industriel sur le site USA), mais surtout le monopole technologique, et (3) en même temps renforcer l'attraction du dollar et le financement du déficit public et des besoins de capitaux américains accrus, recentrés sur le site américain eux aussi.

La guerre commerciale de Trump est un chantage qui porte ainsi sur trois ensembles de menaces :

– Menacer les multinationales situées hors des États-Unis de ne plus pouvoir vendre aux États-Unis, ou en tout cas de manière moins profitable, pour les amener à venir investir encore plus aux États-Unis, redressant la production industrielle américaine, ses emplois et sa balance commerciale.

– Menacer le reste du monde de l'entraîner dans une récession mondiale, au risque d'un krach financier majeur.

– Menace sur la liquidité des placements financiers en bons du Trésor et sur les armements pour sauver le dollar, en imposant aux autres pays de le soutenir et de financer le déficit de l'État américain. C'est l'enjeu le plus important. Pour cela, le raisonnement est le suivant (il a été en grande partie exposé par le nouveau *chief economist* de la Maison blanche, Stephen Miran⁷). Il s'adresse surtout aux grands pays capitalistes partenaires alliés des États-Unis. « Organisez avec nous la baisse maîtrisée du taux de change du dollar [comme les accords de Plaza (1985), puis du Louvre (1987)], pour que nous exportions plus, et engagez-vous à acheter plus de produits américains. Dans le même temps, achetez nos bons du Trésor, dont nous pourrions étendre la maturité à 100 ans, voire les rendre perpétuels. En contrepartie, puisque vous soutenez ainsi l'effort militaire américain pour le monde « libre et démocratique », nous assurons votre protection, votre parapluie militaire. ». C'est-à-dire qu'il veut à la fois profiter d'un taux de change faible pour exporter, mais conserver la force du dollar, son attractivité. Ce que ne comprend pas, d'ailleurs, J. Pisani-Ferry (*Le Monde* du 19 avril), continuant à confondre force d'une monnaie et niveau élevé de son taux de change, dans la lignée des socialistes des années 1980-1990.

Deux nuances de taille : Trump exige que les pays de l'UE financent de plus en plus eux-mêmes leurs dépenses militaires ; les entrées de capitaux aux États-Unis financeront massivement tout aussi bien leurs dépenses militaires que leur développement technologique et leur monopole informationnel... ainsi que leurs dépenses pour les services publics. Sans oublier leurs décennies de prédation sur les chercheurs et diplômés du monde entier !

D'un autre côté, toujours dans l'entourage de Trump, Scott Bessent, son secrétaire au Trésor, compte plutôt sur le *stablecoin* (une crypto-monnaie pas tout à fait spéculative, ayant une contrepartie directe et stable en dollar) pour attirer les capitaux sans que s'apprécie du taux de change du dollar, ce qui pèserait sur la compétitivité-prix des exports américains⁸.

Comment les mesures annoncées vont agir sur l'économie mondiale

Le mécanisme escompté est le suivant. Toutes choses égales par ailleurs, un droit de douane augmente le prix du

produit importé, disons par les USA. Il est donc plus cher. Les consommateurs sont donc incités à se tourner vers les produits américains, s'il en existe de substituables (effet soutien à l'économie intérieure américaine). Par ailleurs, l'exportateur, disons chinois ou européen, peut baisser sa marge pour atténuer l'augmentation du prix due aux droits de douane (avec pour effet un affaiblissement des exportations ou des profits des exportateurs chinois, européens, japonais, etc.).

Plus précisément :

a. Les exportations des pays tiers vers les États-Unis, et donc les débouchés extérieurs directs et indirects de tous les pays, vont baisser, et comme leur croissance en dépend (la France par exemple exporte, en marchandises, 20 % de son PIB et importe 22 % de son PIB ; si on ajoute les services, le total se situe autour de 30 % du PIB pour chacun des deux flux) celle dernière est, dans le court terme, déprimée par la baisse des exportations. Les multinationales concernées aussi sont atteintes.

b. Ces multinationales se tournent vers d'autres marchés – débouché intérieur, pays tiers – ou bien... vont produire directement aux États-Unis, c'est-à-dire investir là-bas, ne se voyant alors pas imposer de droits de douane. Ce point-là est un des paris de Trump. Et un certain nombre d'annonces viennent confirmer sa rationalité (Roche, le trust pharmaceutique Suisse, annonce 50 milliards de dollars d'investissements aux États-Unis, Hyundai 21 milliards de dollars, TSMC, le géant taïwanais des puces 165 milliards de dollars, Apple promet 500 milliards de dollars en 4 ans et 20 000 embauches, particulièrement au Texas, les italiens Fincantieri et Leonardo, 10 milliards de dollars, etc.), même s'il ne s'agit que d'annonces et si elles portent sur plusieurs années.

c. L'effet dépressif sur les économies exportatrices fait donc dire à certains économistes que ce sont donc, *in fine*, les exportateurs (les pays et les salariés des multinationales exportatrices) qui supportent les conséquences de la hausse des droits de douane... donc « paient le coût ». Mais tout cela repose sur un certain nombre d'hypothèses... dont le fait de ne pas développer son propre marché intérieur, ou de ne pas arriver à se tourner vers d'autres marchés.

Ces deux points sont centraux dans la riposte à construire : stimuler une autre demande (intérieure + d'autres pays), tout en transformant notre offre et en la musclant.

d. Ainsi, au « premier tour », et avant effet de second tour, si les entreprises exportatrices ne baissent pas leurs marges, les consommateurs des pays importateurs (ou les entreprises importatrices) supportent les droits de douane plus élevés... mais selon les différentes réactions, une partie seulement est supportée, et au second tour, l'effet peut devenir plus fort sur les pays exportateurs car leurs ventes sont atteintes, voire diminuent. C'est le second pari de Trump, d'autant plus que les États-Unis étant une très grosse économie dont tout le monde dépend, ils sont en capacité de faire peser une menace économique très forte. Celle-ci ne s'exerce pas uniquement par la demande d'importations adressée aux autres pays mais aussi, voire surtout ?, par les monopoles technologiques et informationnels des États-Unis et de leurs GAFAM, par les lois extraterritoriales, par l'hégémonie du dollar (dans les paiements, comme unité de compte, comme monnaie de placements et de réserve, comme instrument de crédit), ainsi que par le rôle ultra-dominant des instruments de dette américains (bons du Trésor, *TBonds*) dans la détention de liquidités par tous les pays, y compris les banques centrales.

En outre, les forces de conciliation, voire « capitulardes », munichoises et collaborationnistes, sont importantes en Europe (Ursula von Der Leyen, Christine Lagarde, mais aussi certains pays comme l'Irlande, voire le Danemark⁹) et se combinent avec l'appétence de profits rapide des multinationales déménageant leur production aux États-Unis... On y reviendra.

e. Mais il existe des contradictions internes, qui peuvent faire que ce pari ne fonctionne pas si simplement. Elles sont liées aux interdépendances économiques entre les États-Unis et le monde. Les deux plus importantes, semblent-ils, sont : la dépendance des États-Unis envers le reste du monde pour le financement de leur dette par leurs *T-Bonds* ; le réseau à l'étranger de leurs multinationales qui crée une dépendance en termes de profits, mais aussi d'approvisionnement.

Et on a vu que la montée des taux sur les *TBonds* (donc du coût de financement de la dette publique américaine) a fait réagir Trump très rapidement (en révisant sa première annonce et en décidant de réduire à 10 % la hausse des droits de douane et de reporter la très forte hausse dans 2 mois) On a aussi vu la réaction immédiate de Trump dès lors qu'Apple a fait comprendre combien elle était touchée dans ses profits, mais aussi toute l'industrie des puces dans ses approvisionnements : il a suspendu toute hausse des droits de douane sur les téléphones et les semi-conducteurs.

1. Ils étaient autour de 4-5 % depuis le milieu des années 1970 et de 8 % entre 1950 et 1970, mais ils étaient montés à 20 % dans les années 1931-1932 et étaient de 30 % dans le dernier quart du 19^e siècle (d'après un graphique publié dans *Les Échos* du 2 avril).

2. Voir « Pour une tout autre globalisation : comprendre la domination du dollar et avancer vers une monnaie commune mondiale alternative », Frédéric Boccara, *Économie&Politique*, n° 834-835, 2024. Tous ces chiffres ont pour source la balance des paiements des États-Unis, publiée par le BEA, *Department of Commerce*.

3. Voir par exemple « Le dollar et les multinationales, piliers de l'impérialisme technologique US », *Cause Commune*, n° 16, mars-avril 2020.

4. < <https://www.economie-et-politique.org/2021/06/24/huit-commentaires-sur-joe-biden/> >.

5. Car en réalité, les États-Unis sont la base fondamentale du capital mondial, qui est partout plus ou moins interpénétré avec le capital américain, soit formellement par ses liens financiers directs (dans les entreprises où par exemple les fonds d'investissement américains sont omniprésents), soit parce qu'il se place aux États-Unis, en IDE ou en bons du Trésor, soit plus généralement par sa dépendance envers le dollar.

6. Ses capitaux propres sont de 100 milliards d'euros et elle se fixe comme règle de ne pas prêter plus de deux fois ses capitaux propres (là où une banque ordinaire prête environ 8 fois ses capitaux propres), pour ne pas fragiliser les devises des pays y participant.

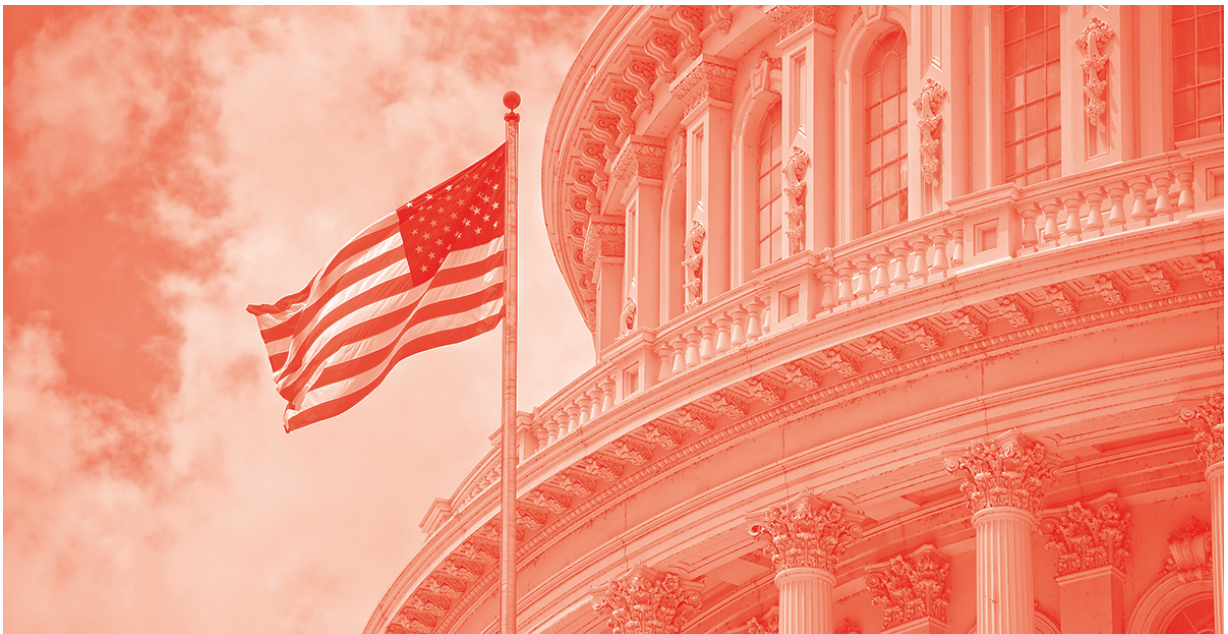
7. Voir le très clair article d'Yves Dimicoli dans *Économie&Politique*, n° 846-847, « Trump et le dollar ».

8. Voir la tribune d'Éric Monnet, *Le Monde* du 3 mai 2025.

9. Le Danemark vient de finaliser un accord donnant aux États-Unis liberté d'accès à toutes ses bases militaires et de renseignement situées au Danemark.

II. La guerre commerciale de Trump, modalités et objectifs

La brutalité des mesures douanières imposées par Trump vise à contrer la montée en puissance de la Chine tout en imposant un rapport de force aux partenaires les plus proches des États-Unis. La vulnérabilité de l'Union européenne la place devant un défi redoutable.



Trump avait annoncé qu'il augmenterait les droits de douane sur les produits importés aux États-Unis mais on ne s'attendait pas à ce que ces tarifs frappent en premier les partenaires les plus proches – Canada, Mexique –, ni à ce qu'il frappe si fort et si vite. Cela peut conduire à des ruptures des chaînes de production sur lesquelles il sera difficile de revenir en arrière.

C'est cette dimension d'incertitude qui caractérise fondamentalement l'approche de Donald Trump. On l'a bien vu avec ces allers-retours permanents, ces annonces qui sont faites pour être ensuite démenties quelques heures ou quelques jours plus tard. Ce qui est particulièrement frappant, c'est que la plupart de ses conseillers n'ont souvent aucune idée de ce qu'il va annoncer, même à quelques heures de l'annonce officielle. Tout indique que cette incertitude n'est pas accidentelle mais bel et bien voulue, et qu'elle est appelée à durer. Nous avons déjà eu un avant-goût hier avec la menace de droits de douane de 50 %, et nous pouvons nous attendre à une succession d'annonces similaires.

Cette stratégie place systématiquement les États-Unis et Donald Trump au centre du jeu. Elle les maintient sous les projecteurs, mais surtout elle les installe au cœur même des négociations. Ce qui est frappant, c'est que toutes les négociations importantes doivent désormais passer directement par Trump. Les entreprises l'ont bien compris – elles réalisent qu'elles n'ont pas d'autre choix que d'aller le voir à la Maison Blanche pour annoncer des investissements spectaculaires. Nous avons vu de nombreuses grandes entreprises faire ce chemin, promettant des montants faramineux alors que les perspectives de réalisation concrète paraissent limitées. Nous sommes là dans une logique performative, où l'annonce compte bien plus que sa matérialisation.

Il s'agit bien d'établir un rapport de force avec les plus proches alliés, alors même que la stratégie d'ensemble reste focalisée contre la Chine.

Les mesures protectionnistes ont d'une part comporté des aspects sectoriels avec des droits sur l'acier, l'aluminium, l'automobile, bientôt la pharmacie... qui sont appelés à du-

rer. Il y a eu ensuite les augmentations massives annoncées au «*Liberation Day*», le 2 avril, suivi d'un retour en arrière très partiel, sous forme d'une pause de trois mois, le 9 avril. Mais même depuis lors, il reste des droits de douane très élevés, 10 % en règle générale, 145 % puis 50 % contre la Chine.

Tout cela s'inscrit dans une négociation (l'UE a annoncé des ripostes) avec comme objectif de maintenir des droits de douane d'au moins 10 %. Trump et ses soutiens semblent défendre une «économie de rente» dans le numérique, les hydrocarbures, la finance, autant de secteurs pour lesquels l'Union européenne est un marché important.

Ruptures et continuité

Cette approche ne vient pas de nulle part. Elle s'inscrit dans une évolution plus profonde de la politique internationale américaine. La focalisation sur la Chine, par exemple, était déjà bien présente avant Trump, tout comme le retournement progressif vis-à-vis des alliés traditionnels, notamment l'Union européenne. Ce qui change aujourd'hui, c'est l'intensité et la brutalité de cette politique, mais pas nécessairement sa direction fondamentale.

La crise du Covid a joué un rôle de révélateur en accélérant un changement de perception majeur : le commerce international, longtemps vu comme une source de gains mutuels, est désormais perçu comme un risque et une vulnérabilité. Ce basculement s'est amorcé dès le début des années 2010, avec l'affirmation de la Chine comme puissance industrielle majeure et la focalisation progressive aux États-Unis sur la nécessité d'une réindustrialisation.

L'Union européenne se trouve face à des défis particulièrement complexes. Son modèle économique, fondé sur une

ouverture commerciale multilatérale, est directement remis en question par cette nouvelle donne. Le récent rapport Draghi marque une rupture significative en appelant à une politique industrielle plus volontariste, et surtout ciblée en opposition avec la doctrine prévalant depuis plusieurs décennies dans l'UE, et à un rééquilibrage vers la demande intérieure. Mais cette transition se heurte à de nombreuses contradictions internes, notamment sur la question environnementale et les nécessaires rééquilibres intra-européens.

Alors que Trump fait clairement le choix d'un retour aux énergies fossiles, l'Europe hésite entre ses ambitions vertes et les pressions croissantes pour assouplir ses normes environnementales. La Chine, quant à elle, avance ses pions en instrumentalisant habilement les technologies vertes comme levier de puissance tout en sécurisant son accès aux ressources stratégiques. Cette compétition pour les matières premières critiques ajoute une nouvelle dimension géopolitique aux enjeux économiques traditionnels et aux questions climatiques.

Face à cette situation, l'Union européenne doit repenser fondamentalement sa position. Le système multilatéral dont elle a été largement bénéficiaire est en train de s'effriter, et la logique de puissance qui le remplace ne joue pas en sa faveur. Quel système multilatéral peut perdurer sans son principal membre fondateur, les États-Unis ? Les décisions qui seront prises dans les prochains mois – sur la politique industrielle, sur la transition énergétique, sur les relations transatlantiques – seront déterminantes pour son avenir dans ce nouveau monde où l'économie est devenue un champ de bataille géopolitique.





La politique commerciale de Trump et ses implications pour le système multilatéral de commerce (le spectre qui hante l'économie mondiale)

Faustino Cobarrubia Gómez,
chef du département du Commerce international et
de l'Intégration économique au Centre d'études sur
l'économie mondiale (CIEM) à La Havane

Nous publions de larges extraits d'un exposé de l'auteur devant l'Association canadienne pour les Nations Unies. On trouvera la version intégrale sur notre blog : <https://www.economie-et-politique.org/2025/07/07/la-politiquecommercialede-trump-et-sesimplications-pour-lesysteme-multilateralde-commerce/>.

Sans aucun doute, les politiques de Trump constituent actuellement la principale interrogation des scénarios économiques mondiaux, le fantôme qui parcourt le monde, en particulier pour les perspectives du commerce international dans l'ordre multilatéral.

Certains analystes pressés pensent que ces politiques obéissent au délire d'un individu ignorant, fanatique, un délinquant condamné mais non emprisonné, un menteur compulsif et fanfaron. Parmi certains commentateurs libéraux, Trump est fréquemment dépeint comme une sorte d'égoцентриque fou qui supervise une administration kidnappée par des milliardaires d'extrême droite. Bien que tout cela soit vrai, une analyse basée exclusivement sur la personnalité du locataire de la Maison Blanche ne capte pas ce qui est stratégiquement en jeu et qui se trouve derrière. Les annonces de Trump, inscrites dans la logique de « *Make America Great Again* » (MAGA), ne sont pas un projet exclusif de lui ou le produit de sa supposée folie ou de son talent politique ou diplomatique. C'est l'expression d'intérêts de classe, des forces du capitalisme et de l'impérialisme des États-Unis, du conglomerat corporatif qui inclut le complexe militaro-industriel, financier, technologique et industriel.

Indépendamment du narcissisme personnel de Trump, il représente un projet politique clair qui cherche à gérer le déclin relatif des États-Unis dans le contexte des crises systémiques plus larges auxquelles le capitalisme mondial est confronté.

Si l'on suit les discussions entre ses conseillers économiques, on trouve une forte évidence de cela.

Un exemple particulièrement révélateur est une analyse extensive écrite en novembre 2024 par Stephen Miran, un économiste confirmé comme président du Conseil des conseillers économiques de Trump.

Miran soutient que l'économie américaine s'est contractée par rapport au PIB mondial au cours des dernières décennies, mais que les États-Unis supportent le coût du maintien du « parapluie de défense » mondial face aux rivalités interétatiques croissantes. De manière cruciale, il dit que le dollar américain est surévalué en raison de son rôle de monnaie de réserve internationale et que cela a érodé la capacité manufacturière des États-Unis.

Il propose de résoudre ce problème en utilisant la menace de tarifs douaniers pour obliger les alliés des États-Unis à supporter une plus grande partie des coûts de l'empire. Miran dit que cela aidera à faire revenir la production aux États-Unis (une considération importante en cas de guerre). Il propose une série de mesures pour limiter les impacts inflationnistes de ce plan et maintenir le dollar américain comme monnaie dominante malgré la dévaluation attendue.

Ce type de perspective est promu par l'administration Trump, y compris le secrétaire au Trésor, Scott Bessent.

Objectif

Trump considère comme problème crucial le déficit commercial chronique, élevé et croissant que les États-Unis ont avec le reste du monde. Il est convaincu que les pays qui ont un excédent commercial bilatéral de biens avec les

États-Unis volent (ou tirent avantage de l'échange avec les États-Unis) aux Américains (emplois, revenus, bien-être) tandis que ceux qui ont un déficit sont des pays dociles avec lesquels on peut dialoguer.

Les raisons invoquées par Trump pour justifier la hausse des tarifs douaniers sont liées à sa volonté de protéger l'industrie américaine de la concurrence étrangère.

Trump et ses acolytes sont convaincus que les États-Unis ont été dépouillés de leur pouvoir économique et de leur statut hégémonique dans le monde par d'autres grandes économies qui leur ont volé leur base manufacturière et ont ensuite imposé toutes sortes de blocages à la capacité des entreprises américaines (en particulier les entreprises manufacturières américaines) à dominer. Pour Trump, cela se traduit (la preuve en est) par le déficit général et chronique dans le commerce de biens que les États-Unis maintiennent avec le reste du monde.

À l'exception de deux trimestres en 1991, les États-Unis ont eu un déficit de la balance commerciale depuis 1982. Le fait que la balance commerciale ne puisse pas être équilibrée au-delà d'une période insignifiante en un demi-siècle nous indique que le dollar ne joue pas son rôle d'équilibre entre le commerce international et les flux de revenus.

Les États-Unis ont eu un impressionnant déficit commercial de 1,2 milliard de dollars en 2024, soit 14 % de plus qu'un an auparavant. C'est-à-dire 3,1 % du PIB, trois dixièmes de plus qu'en 2023 et très proche des 1,173 milliard de 2022, l'année où le déséquilibre dans le commerce de marchandises a marqué le précédent record. La détérioration, il faut le dire, est persistante dans le temps, et même la hausse tarifaire initiée lors du premier mandat de Trump pour pénaliser les importations – que Biden a globalement maintenue – n'a pas servi à atténuer le déséquilibre. Le déséquilibre explique en partie la poussée protectionniste de Trump.

La balance commerciale des États-Unis en 2024 était négative avec 102 territoires. La Chine est le pays avec lequel elle a eu le plus grand déficit : 295,402 milliards de dollars (24,5 % du total). Le niveau a diminué par rapport aux chiffres record de 2018, lorsque Trump lui a déclaré la guerre commerciale, mais il reste très élevé.

Elle est suivie par le Mexique, principal fournisseur, avec un déficit commercial de biens de 171,81 milliards de dollars (record), représentant 14,28 % du total, encore bien en dessous du déficit avec la Chine. Suivi du Mexique, se trouvent le Vietnam avec 10,26 %, l'Irlande avec 7,21 % et l'Allemagne avec 7,05 %. Ensemble, ces cinq pays représentent 63,37 % du déficit total des États-Unis, ce qui en fait une cible prioritaire des politiques protectionnistes de l'administration Trump.

D'autre part, il y a eu 132 territoires avec lesquels le pays nord-américain a obtenu un bilan économique positif, dont la valeur a atteint 217 milliards de dollars. Les Pays-Bas ont été la nation avec les meilleurs chiffres pour les États-Unis, avec un bilan positif de 55,515 milliards de dollars.

Le Mexique est le principal fournisseur des États-Unis, une position qu'il maintient après avoir remplacé la Chine en 2023. Le pays a su tirer parti de l'accès privilégié au marché américain que lui procure le Traité entre les États-Unis, le Mexique et le Canada (T-MEC ou USMCA). Les importations en provenance du voisin du sud ont marqué en 2024 un maximum historique de 505,851 milliards de dollars, contre 475,216 milliards en 2023. Bien que les exportations américaines aient également augmenté, le déficit commercial des États-Unis avec le Mexique a également fixé un nouveau record, de 171,189 milliards de dollars.

Bien que la Chine ait perdu sa place de principal fournisseur, elle reste le pays face auquel les États-Unis ont le plus grand déficit commercial. Le niveau a diminué par rapport aux chiffres record de 2018, lorsque Trump lui a déclaré la guerre commerciale, mais il reste très élevé. Les États-Unis ont importé de Chine des biens d'une valeur de 438,947 milliards de dollars, mais n'ont exporté vers le pays asiatique que des marchandises d'une valeur de 143,546 milliards, ce qui a entraîné un déficit commercial de 295,402 milliards.

«Le déficit commercial de biens des États-Unis avec le Mexique était de 171,81 milliards de dollars, représentant 14,28 % du total, encore bien en dessous du déficit avec la Chine de 295,40 milliards de dollars, qui représentait 24,56 % du déficit commercial total des États-Unis», a expliqué l'économiste.

L'année dernière, la balance commerciale des États-Unis a enregistré un déficit de 918,24 milliards de dollars, soit 17 % de plus qu'en 2023 et légèrement en dessous du maximum historique observé en 2022 de 944,76 milliards de dollars. «C'est-à-dire qu'en 2024, le déficit commercial des États-Unis s'est aggravé et cela s'est reflété dans une croissance économique plus faible.

Le pays a accumulé l'année dernière un impressionnant déficit commercial équivalent à 918,416 milliards de dollars, mais si l'on élimine l'excédent enregistré dans les services, le déséquilibre entre ce que le pays vend à l'étranger et ce qu'il achète dépasse déjà les 1,21 milliard de dollars, soit 14 % de plus qu'un an auparavant. C'est-à-dire 3,1 % du PIB, trois dixièmes de plus qu'en 2023. La détérioration, il faut le dire, selon les données du Census Bureau, le bureau statistique des États-Unis, est persistante dans le temps, et même la hausse tarifaire initiée lors du premier mandat de Trump pour pénaliser les importations – que Biden a globalement maintenue – n'a pas servi à atténuer le déséquilibre. De plus, le déficit n'a cessé de croître depuis lors dans le cas des biens et marchandises, ce qui préoccupe le plus la Maison Blanche en raison de son effet sur le tissu industriel du pays. Entre autres choses, parce que les manufactures sont plus intensives en emploi que les services.

À partir de cela, le républicain affirme que «tout le monde a profité des États-Unis», tant les amis que les ennemis, affectant principalement les travailleurs et les industries américaines. Par conséquent, il propose ou prétend réduire le déficit commercial et faire en sorte que «les États-Unis redeviennent grands à nouveau».

«Nous avons payé un prix élevé pour cela. Les États-Unis ont aidé de nombreux pays au fil des ans à un grand coût financier. Maintenant, il est temps que ces pays se souviennent de ce que nous avons fait pour eux et nous traitent de manière juste», a déclaré Trump.

Alors qu'en réalité, les déficits commerciaux signifient que les Nord-Américains vivent au-dessus de leurs moyens, consomment plus qu'ils ne produisent, jouissent d'un niveau de vie élevé grâce au privilège exorbitant du dollar américain. Aucun pays normal ne peut se permettre d'avoir des déficits soutenus avec l'étranger sans avoir à prendre des mesures et à s'ajuster.

Cette vision manichéenne ou vision mercantiliste des relations internationales (qui se résume à dire que les exportations sont bonnes et les importations sont mauvaises) le conduit à penser ou à considérer que la meilleure façon de le faire est par l'établissement de tarifs douaniers. C'est le mot le plus beau du dictionnaire, selon Trump (ironie).

Trump, qui se qualifie lui-même d'«homme-tarif» (celui utilisé par le président McKinley, avec qui il s'identifie pleinement et qu'il a mentionné lors du discours d'inauguration),

pense que les tarifs douaniers sont un instrument inégalable pour atteindre tous ses objectifs : générer des revenus qui lui permettent de réduire les impôts directs sur les entreprises, réduire le déficit commercial de biens (mais pas de services) avec ses principaux partenaires commerciaux, forcer le retour des entreprises manufacturières aux États-Unis, stimuler la production nationale et revitaliser l'emploi industriel et, même, les utiliser comme arme géopolitique pour atteindre divers objectifs (de l'arrêt des combats en Ukraine à l'incorporation du Canada comme 51^e État, l'annexion du Groenland ou la résolution du complexe problème du fentanyl aux États-Unis).

En général, Trump se concentre sur deux aspects qui, selon lui, ont généré un scénario « injuste et déséquilibré » pour les États-Unis dans le commerce international : les tarifs douaniers imposés par d'autres pays aux exportations américaines et les soi-disant « barrières non tarifaires ».

C'est-à-dire que le président Donald Trump, qui a désactivé l'Organisation mondiale du commerce lors de son premier mandat, va à l'encontre des normes internationales de libre-échange en vigueur depuis les années 1940.

En annonçant et en imposant de nouveaux tarifs douaniers sur les importations de pays du monde entier, le président Donald Trump lance une attaque frontale contre le système mondial de libre-échange créé après la Seconde Guerre mondiale. La mesure de Trump représente un pari pour que les États-Unis gagnent en influence en remplaçant les tarifs douaniers mondiaux par leurs propres tarifs, qui sont des impôts sur les importations.

Lors du premier mandat de Trump, les responsables du commerce ont débattu de la possibilité de réécrire les types de tarifs douaniers, mais ont décidé que cela irait trop loin. La perspective d'établir de nouveaux tarifs pour plus de 4 000 catégories d'importations pour le commerce américain avec plus de 150 pays était trop décourageante.

Mais Trump s'apprête à faire précisément cela, abolir les règles les plus élémentaires du GATT en établissant des tarifs douaniers unilatéralement. Les États-Unis égaleraient les tarifs douaniers des autres pays et ajouteraient ensuite plus de tarifs pour compenser les subventions et les barrières commerciales non tarifaires de ces pays.

Avec un œil sur le protectionnisme du passé, le magnat est entré dans un jeu de tiraillement avec plus de cent pays. Il a d'abord annoncé l'imposition de tarifs à la Chine, au Canada et au Mexique, bien qu'il ait ensuite suspendu les taux pour les États voisins. Plus tard, le paquet de tarifs douaniers massifs du 2 avril a également été suspendu après le choc sur les marchés financiers, mais les taux ont été élevés jusqu'à 245 % pour la Chine et à 10 % pour la majorité des pays du monde, de la Colombie ou d'Andorre à de petites îles australiennes inhabitées.

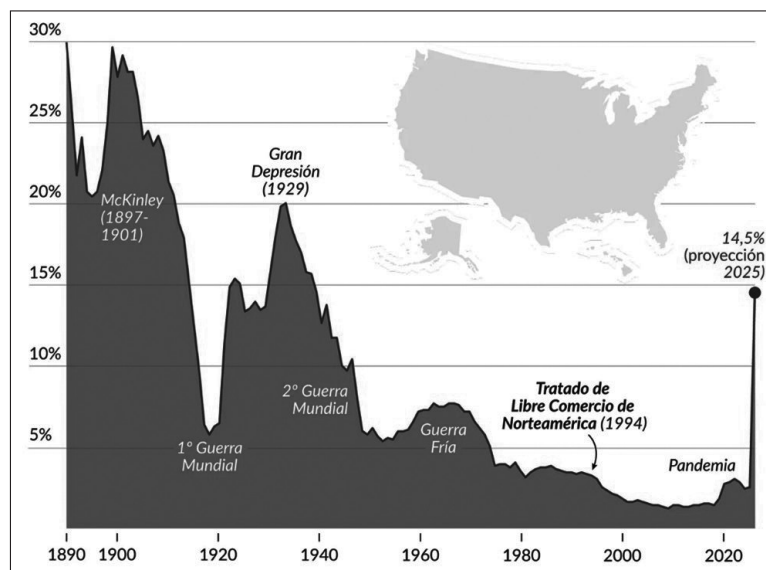
Depuis la fin janvier, une vague d'annonces tarifaires de la part des États-Unis, qui a commencé avec le Canada, la Chine, le Mexique et des secteurs critiques, a culminé avec des droits presque universels le 2 avril (FMI).

Le Jour de la libération ou le jour de la ruine

L'équipe de Trump a défini les hausses de tarifs douaniers en utilisant une formule brute pour chaque pays (le niveau du déficit commercial de biens des États-Unis avec chaque pays divisé par la taille des importations américaines de ce pays, puis divisé par deux). Cette formule n'a pas de sens pour plusieurs raisons : premièrement, elle exclut le commerce de services, dans lequel les États-Unis ont un excédent avec de nombreux pays ; deuxièmement, un tarif douanier de 10 % a été imposé même aux pays avec lesquels les États-Unis ont un excédent de biens ; troisièmement, il n'a aucun rapport avec un tarif douanier réel ou une barrière non tarifaire qu'un pays pourrait avoir sur les exportations américaines ; et quatrièmement, il ignore les tarifs douaniers et les barrières non tarifaires (qui sont nombreuses) que les États-Unis ont sur les exportations d'autres pays.

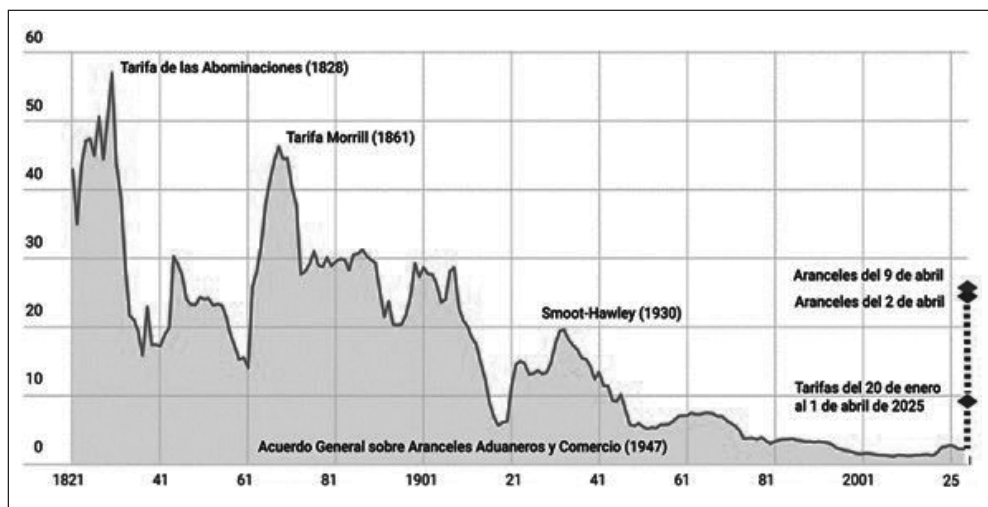
Ces barrières non tarifaires peuvent également entrer en jeu. L'envoyé commercial de Trump, Navarro, l'a clairement indiqué : « Ceux des leaders mondiaux qui, après des décennies de tromperies, se proposent soudainement de réduire les tarifs douaniers, qu'ils sachent ceci : ce n'est que le début », citant une longue liste de pratiques déloyales qui, selon lui, incluaient la manipulation des devises, des licences opaques, des normes de produits discriminatoires, des procédures douanières onéreuses, la localisation des

Évolution des droits de douane des États-Unis (taux appliqués)



Autrice : Jara Monter, source : US Census Bureau, USITC, Tax Fondation (2025).

Le commerce international entre dans une nouvelle ère Droits de douanes effectivement perçus aux États-Unis en % des importations totales



Source : FMI, 2025.

données et la soi-disant guerre légale des impôts et des réglementations affectant les entreprises technologiques américaines.

Maintenant, le taux de tarif effectif des États-Unis a déjà dépassé les niveaux atteints pendant la Grande Dépression, tandis que les réponses des principaux partenaires commerciaux (surtout la Chine) ont considérablement augmenté le tarif mondial.

Entre allers et retours, les tarifs douaniers peuvent atteindre une moyenne de 14,5 % cette année 2025, selon l'estimation de la Tax Foundation, une valeur qui n'avait pas été enregistrée aux États-Unis depuis 1938. Au cours de la décennie précédente, l'instabilité économique avait conduit à une augmentation des taux jusqu'à leur pic pendant la Grande Dépression de 1929, moment où les tarifs douaniers n'ont pas seulement aggravé la crise mais ont également provoqué des répliques contre les produits américains. La Grande Dépression, cependant, n'a pas été le moment de l'ébullition tarifaire la plus grande, car à la fin du XIX^e siècle et au cours de la première décennie du XX^e siècle, les taux ont atteint près de 30 %.

Vers le fond

En fin de compte, la nouvelle offensive commerciale de Donald Trump fait partie d'un dessein plus global de réorganiser ou de reconfigurer le système de commerce mondial en faveur des États-Unis. Il s'agit d'essayer d'imposer un nouvel ordre économique mondial dans lequel la mondialisation est morte, et commence une nouvelle ère dans laquelle les politiques commerciales nationalistes seront protagonistes. Cela, en outre, s'inscrit dans l'idée que Trump a mise en avant depuis son premier mandat selon laquelle « les États-Unis ne doivent pas être la police du monde », une position isolationniste qui contraste avec la diplomatie que le pays a menée au cours des 80 dernières années, et qui, en matière de commerce, s'inscrit dans l'imposition de tarifs douaniers.

L'administration américaine elle-même confirme ce point de vue. « L'ordre mondial d'après-guerre n'est pas

seulement obsolète... Il est maintenant une arme utilisée contre nous », déclarait en janvier le secrétaire d'État, Marco Rubio, lors de son audience de confirmation au Sénat.

Implications

– Niveau persistant et élevé d'incertitude, qui affaiblit les perspectives économiques mondiales (l'incertitude croît en raison de la guerre commerciale). L'incertitude concernant la politique commerciale a explosé. L'indice de Bloomberg Economics est proche d'un maximum historique.

Les tensions commerciales mondiales s'intensifient.

L'escalade des tensions commerciales affecte le commerce mondial. Les récentes mesures tarifaires perturbent les chaînes d'approvisionnement et sapent la prévisibilité. « L'incertitude autour de la politique commerciale est à un niveau historiquement élevé », souligne le rapport, « et cela se traduit déjà par des décisions d'investissement reportées et une embauche réduite ».

– Retour au protectionnisme le plus cru, comme on n'en avait pas vu depuis la Grande Dépression des années 30. Allant jusqu'à raviver le nationalisme économique, avec des appels à l'isolement, au découplage et à l'autosuffisance.

– Éclatement d'une dangereuse guerre commerciale mondiale, sans fin en vue (on sait comment elle commence, pas comment elle se termine). Le grand risque de mettre en œuvre une politique de « œil pour œil » est, comme cela se dessine déjà à l'horizon, de déclencher une grande guerre commerciale mondiale de proportions énormes, affectant de multiples pays et secteurs économiques. Le Canada, le Mexique, l'Union européenne (UE) et surtout la Chine ont déjà répondu par des tarifs douaniers de représailles contre les États-Unis.

Si les règles du jeu sont détruites, et que le monde s'oriente vers un nouvel ordre basé sur la force brute et la méfiance, la fragmentation s'ouvrira un chemin et avec elle la contraction du commerce mondial et la croissance économique : tout le monde perdra. Surtout ceux qui ont le plus parié sur la coopération et la croissance partagée.

IV. Les entreprises innovantes vieillissantes soutiennent Trump

L'auteur propose des indicateurs susceptibles d'expliquer un fait inattendu : le soutien électoral de grandes entreprises technologiques à Trump.

Les élections américaines de 2024 ont vu la victoire de Trump. Son soutien dans l'Amérique profonde a dépassé celui des démocrates. Une grande partie des régions les plus pauvres du pays ont soutenu un président « riche » et « ami des riches ». De nombreuses études électorales s'attachent à en trouver les raisons. Dans le même temps, un fait tout aussi important a été le soutien des grandes entreprises technologiques¹, traditionnellement démocrates, à Trump. Ces deux faits sont-ils liés ? Et si oui, pourquoi ces entreprises innovantes ont-elles choisi d'abandonner les démocrates ?

Un dollar, un vote

Les États-Unis ont un système politique très différent de celui de l'Europe et de la France. Cela s'explique par des raisons à la fois historiques et culturelles. Mais dans une vision naïvement démocratique (celle que professent tous les médias qui parlent de la politique américaine), le fonctionnement devrait être identique : les partis politiques (en l'occurrence les démocrates et les républicains), après avoir sondé les intérêts présents dans la société américaine, formulent une synthèse qui devient la base du parti pour les élections.

La réalité est cependant très différente de ce « conte de fées » écrit pour nous faire adhérer à ce qui se présente comme la plus grande démocratie du monde. Comme l'explique Thomas Ferguson, auteur du livre *Golden Rule: The Investment Theory of Party Competition and the Logic of Money-Driven Political Systems* (Règle d'or : la théorie de l'investissement dans la compétition entre partis et la logique des systèmes politiques axés sur l'argent), les choses fonctionnent différemment. Le livre de Ferguson en effet, « met en évidence l'interaction cruciale entre les classes sociales et les structures industrielles. Il rejette catégoriquement l'idée que les systèmes de partis sont « normalement » définis par les conflits entre les partis patronaux et syndicaux. Ce n'est le cas que si les travailleurs sont bien organisés et forts. En l'absence de telles conditions, des divisions au sein de la communauté des affaires apparaissent, notamment en matière de commerce international et parfois d'investissement public, qui déterminent l'évolution du système de partis. »²

Aux États-Unis, les travailleurs n'ont jamais réussi à se structurer durablement en un parti national capable de disputer le pouvoir aux deux grands partis bourgeois. Les efforts des communistes américains se sont heurtés à une répression extrêmement dure, tant au début du siècle que pendant la Guerre froide. Malgré cela, l'influence du Parti communiste des États-Unis, tant dans les luttes passées (notamment celles contre la discrimination raciale, ainsi que dans de nombreuses grèves) que dans les luttes actuelles, est importante et marque une résistance au cœur de l'impérialisme qui est fondamentale. Mais l'absence électorale d'un parti ouvrier laisse tout l'espace politique aux représentants du capital. « Il en résulte que quand et où l'organisation des citoyens moyens est faible, le pouvoir passe automatiquement aux grands groupes d'investisseurs, qui peuvent beaucoup plus facilement supporter les coûts de la lutte pour le contrôle de l'État. C'est là que la structure industrielle joue un rôle important. Ces groupes d'investisseurs s'alignent normalement en blocs distincts dérivés de modèles historiques spécifiques de structures industrielles (où « l'industrie » comprend la finance, l'exploitation minière, l'agriculture et les services). » Il en résulte que les conflits au sein de la communauté des affaires dominent normalement les conflits au sein des partis politiques et entre eux.³

En résumé, les partis qui se disputent la victoire électorale aux États-Unis, en l'absence d'un mouvement ouvrier fort et structuré, ne représentent pas les intérêts des travailleurs, mais ceux de deux blocs au sein de la bourgeoisie américaine. Pour cette raison également, il est difficile de classer les démocrates comme un parti de gauche. Outre son histoire (où il a été jusqu'aux années 60 le représentant de la partie la plus raciste du pays), sa base sociale, ancrée dans une fraction de la bourgeoisie américaine, pèse lourd.

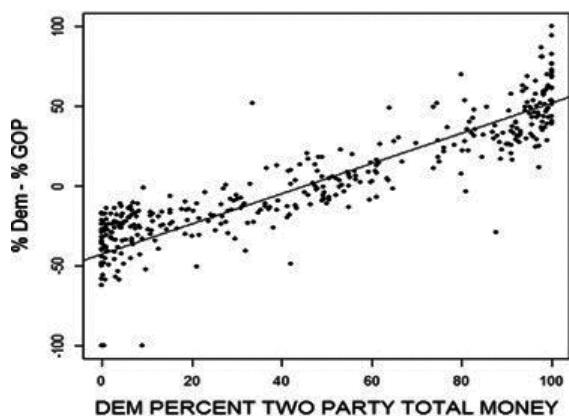
Cette structuration du système politique fait également exploser le coût des élections et des campagnes. Chaque fraction de la bourgeoisie investira autant d'argent que possible pour faire prévaloir ses positions. Mais cet énorme flux d'argent rendra encore plus difficile pour tout candidat ouvrier d'avoir ne serait-ce qu'un lointain espoir de gagner⁴. En substance, pour revenir à la fable initiale, les partis politiques américains écoutent certes les voix de la société pour élaborer leurs positions politiques, mais les seules

voix entendues sont celles de ceux qui ont les moyens d'investir des sommes colossales pour se faire entendre. Le volume de chaque voix est fonction des dollars qu'elle peut investir en politique.

« Étant donné que seuls les appels politiques qui peuvent être financés peuvent être portés à l'attention du public, il y a peu de raisons de s'attendre à ce que de nombreuses questions importantes, présentant un grand intérêt pour les électeurs ordinaires, trouvent une expression dans le système politique. Dans les élections et les processus décisionnels guidés par l'argent, il y aura des candidats, des élections, une véritable concurrence qui ne sera pas une collusion, et toutes sortes de bruits, mais lorsque la fumée se dissipera – et il y aura beaucoup de fumée généreusement subventionnée – l'électeur moyen (« médian ») ne sera pas celui qui déterminera la direction que prendra la politique. Cela ne veut pas dire que les élections ne présentent pas de véritables choix : les divisions entre les oligarques peuvent avoir une réelle importance. Le cas de Donald Trump en est un exemple. Cependant, si on veut taxer les riches ou adopter des programmes de protection sociale de grande envergure, on a besoin d'un véritable mouvement de masse qui ne dépende pas de la bonne volonté des super-riches. »

Malgré l'opacité du système de financement politique aux États-Unis⁵, on peut trouver des preuves empiriques du fait que l'argent (et ses propriétaires) décide du sort des élections bien plus que des millions d'individus. À cet égard, il ne faut pas oublier la propriété privée des médias⁶, qu'il s'agisse des médias traditionnels ou sociaux⁷, qui donne aux propriétaires la capacité d'orienter l'opinion publique. Si nous examinons la relation entre les investissements politiques et les résultats électoraux, nous constatons une corrélation linéaire. Le graphique suivant montre la relation entre le pourcentage de financement obtenu par les démocrates et l'avantage qu'ils ont obtenu aux élections parlementaires par rapport aux républicains :

Les dépenses électorales et les parts des votes sont étroitement liées (données pour 2012)



La linéarité de la relation et la faible dispersion sont évidentes, de même que la relation étroite entre l'argent et le résultat des élections.

Les entreprises innovantes vieillissent aussi

Si les deux principaux partis du système politique américain sont le résultat du positionnement de différentes frac-

tions du capital américain, nous devons comprendre les termes de cette division et donc les raisons matérielles pour lesquelles les entreprises innovantes ont modifié leur soutien politique.

D'une manière très grossière, on peut dire que les républicains représentent la « vieille économie » industrielle, tandis que les démocrates sont le parti de la finance et de la technologie. Pour résumer à nouveau de manière très extrême, les deux partis représentent des besoins économiques différents : les entreprises « matures » ont besoin de taux d'intérêt bas, en raison de la baisse de leur rentabilité, et d'une protection contre le commerce extérieur ; les entreprises innovantes, quant à elles, ont besoin du contraire, c'est-à-dire de taux d'intérêt élevés pour attirer les capitaux aux États-Unis et trouver ainsi le financement abondant nécessaire pour développer des idées et les transformer en entreprises opérationnelles⁸. C'est pourquoi les entreprises innovantes ayant des taux de profit plus élevés ont la possibilité, en cas de conflit, d'accorder des conditions de travail un peu plus favorables. En conséquence, le parti démocrate est souvent choisi par les syndicats américains. Cela ne change pas la nature de ce parti et n'en fait pas un parti de gauche.

C'est précisément cette division « matérielle » qui rend inexplicable le choix des plus grandes entreprises technologiques américaines. Pourquoi ces entreprises se sont-elles alignées sur celles de la « vieille » économie ? Pourquoi les producteurs de communications et de puces ont-ils décidé de « jouer » dans la même équipe que les sidérurgistes et les pétroliers ?

En effet, les entreprises innovantes vieillissent aussi.

Pour trouver des indices, j'ai pris les données des bilans des plus grandes entreprises innovantes américaines (Mag 7 et Faang) et celles de quelques entreprises industrielles. Le groupe Mag 7 comprend Apple, Alphabet (Google), Microsoft, Amazon, Meta (Facebook), Tesla et Nvidia. Le groupe Faang, similaire au premier, se compose d'Apple, Alphabet (Google), Amazon, Meta (Facebook) et Netflix, plus « immatériel ». Pour représenter les entreprises de la « vieille » économie, j'ai choisi les plus grandes entreprises de l'indice Dow Jones Industrial Average, à l'exclusion de celles des secteurs de la finance et de la technologie : Home Depot, Caterpillar, Sherwin Williams, McDonald's, Amgen et Honeywell.

Examinons quelques données de bilan pour voir comment les entreprises technologiques ont évolué et essayons d'établir une comparaison avec les entreprises industrielles. Les données qui suivent sont tirées du site Web Macrotrends.

Chiffre d'affaires

Ce qui caractérise traditionnellement les entreprises innovantes, c'est l'augmentation rapide de leur chiffre d'affaires. Si l'on observe l'évolution du chiffre d'affaires des entreprises innovantes au cours des 15 dernières années et qu'on la compare à celle des entreprises industrielles, la différence est évidente. Mais si l'on regarde de plus près les données, on constate que les entreprises technologiques se rapprochent de plus en plus des entreprises industrielles : en effet, elles sont passées de taux de croissance de l'ordre ou supérieurs à 30 % à des taux de croissance de l'ordre ou inférieurs à 10 %, c'est-à-dire des taux similaires à ceux des entreprises industrielles.

Un signe de l'évolution (du « vieillissement ») des entreprises technologiques est illustré par Microsoft, qui est née plus tôt et dont la dynamique est plus proche de celle des entreprises industrielles.

Chiffre d'affaires (milliards de dollars)

	Mag 7		FAANG		DJIA	
2009	153,816		93,512		273,874	
2010	196,651	27,85 %	132,887	42,11 %	287,888	5,12 %
2011	271,632	38,13 %	201,147	51,37 %	322,934	12,17 %
2012	346,863	27,70 %	272,338	35,39 %	331,175	2,55 %
2013	392,895	13,27 %	313,128	14,98 %	324,8	-1,92 %
2014	444,411	13,11 %	355,755	13,61 %	325,729	0,29 %
2015	535,946	20,60 %	440,418	23,80 %	308,923	-5,16 %
2016	572,7	6,86 %	478,367	8,62 %	305,746	-1,03 %
2017	673,848	17,66 %	570,301	19,22 %	320,383	4,79 %
2018	832,674	23,57 %	706,933	23,96 %	339,559	5,99 %
2019	935,387	12,34 %	793,406	12,23 %	319,053	-6,04 %
2020	1114,54	19,15 %	954,067	20,25 %	302,783	-5,10 %
2021	1449,791	30,08 %	1240,903	30,06 %	343,97	13,60 %
2022	1614,402	11,35 %	1339,372	7,94 %	378,235	9,96 %
2023	1736,028	7,53 %	1434,089	7,07 %	399,721	5,68 %
Cumulé	1028,64 %		1433,59 %		45,95 %	

Microsoft

2009	58,437	
2010	62,484	6,93 %
2011	69,943	11,94 %
2012	73,723	5,40 %
2013	77,849	5,60 %
2014	86,833	11,54 %
2015	93,58	7,77 %
2016	91,154	-2,59 %
2017	96,571	5,94 %
2018	110,36	14,28 %
2019	125,843	14,03 %
2020	143,015	13,65 %
2021	168,088	17,53 %
2022	198,27	17,96 %
2023	211,915	6,88 %
Cumulé	262,64 %	

L'augmentation cumulée du chiffre d'affaires de Microsoft montre une dynamique éloignée de celle des autres entreprises technologiques. Le pourcentage d'augmentation du chiffre d'affaires sur 15 ans n'est « que » de 262 %, contre 1 028 % et 1 433 % pour Mag7 et Faang.

Ratio de liquidité générale

Un autre indice qui nous permet de voir comment les entreprises ont évolué est le ratio de liquidité générale. Ce

ratio compare les actifs à court terme aux passifs à court terme⁹. S'il est supérieur à un, cela signifie que les actifs sont plus élevés et que l'entreprise dispose de plus de liquidités qu'elle n'en a besoin à court terme. S'il est inférieur à un, c'est le contraire qui est vrai.

Ratio de liquidité générale

	Mag 7	FAANG	DJIA
2009	2,74	3,26	1,81
2010	3,11	2,95	1,64
2011	3,22	3,06	1,78
2012	3,69	3,79	1,76
2013	4,03	4,09	1,69
2014	3,72	3,56	1,81
2015	4,11	3,90	1,99
2016	3,96	4,36	1,69
2017	4,62	4,35	1,94
2018	3,51	3,00	1,46
2019	3,26	2,27	1,23
2020	2,67	2,32	1,28
2021	2,72	1,84	1,33
2022	1,90	1,53	1,24
2023	1,92	1,60	1,19

Ce ratio montre clairement l'évolution des sociétés innovantes par rapport aux sociétés industrielles. Jusqu'en 2018-2019, le ratio actuel des sociétés innovantes est constamment supérieur à 3 et est donc presque deux

fois plus élevé que celui des sociétés industrielles, qui est constamment inférieur à 2. Cela signifie que les liquidités immédiates disponibles pour les sociétés innovantes étaient très abondantes.

Dans la phase finale, l'indice des trois groupes devient de plus en plus similaire. Bien que celui des innovateurs soit toujours plus élevé que celui des industriels, la différence diminue et tous sont inférieurs à 2.

Cela peut expliquer le changement de positionnement politique des entreprises innovantes. Si le *Current Ratio* est élevé, cela signifie que les liquidités sont abondantes et

qu'elles suffisent à couvrir les besoins de trésorerie de l'entreprise. Par conséquent, les entreprises innovantes sont moins sensibles aux hausses de taux d'intérêt décidées par la Fed et les autres banques mondiales. Les entreprises industrielles, en revanche, se trouvent dans la situation inverse. Ou plutôt, on devrait dire qu'elles l'étaient, car comme on l'a vu, la liquidité des entreprises innovantes «âgées» n'est pas très différente de celle des entreprises industrielles. C'est peut-être pour cette raison qu'elles soutiennent aujourd'hui un président qui représente ceux qui ont besoin de taux bas.

Ratio de liquidité générale

	Alphabet	Amazon	Méta	Nvidia	IBM
2009	10,62	1,33		2,65	1,36
2010	4,16	1,33	5,77	3,44	1,19
2011	5,92	1,17	5,12	3,95	1,21
2012	4,22	1,12	10,71	4,46	1,13
2013	4,58	1,07	11,88	4,11	1,28
2014	4,69	1,12	9,4	5,72	1,2
2015	4,67	1,05	11,25	6,82	1,24
2016	6,29	1,05	11,97	4,07	1,21
2017	5,14	1,04	12,92	8,26	1,33
2018	3,92	1,1	7,19	7,08	1,29
2019	3,37	1,09	4,4	8,42	1,02
2020	3,07	1,05	5,05	3,92	0,98
2021	2,93	1,14	3,15	7,15	0,88
2022	2,38	0,95	2,2	3,39	0,92
2023	2,1	1,05	2,67	3,59	0,96

Si nous examinons le taux de certaines des entreprises qui composent les trois indices, nous constatons quelques cas intéressants. Alphabet (Google) a connu la plus forte baisse de liquidité, passant de plus de 10 à 2. Il en va de même, avec des hauts et des bas, pour Meta. Amazon, entreprise technologique mais très «concrète» du fait de son activité logistique, a maintenu de faibles niveaux de liquidité, et comme IBM (entreprise «innovante» il y a plusieurs décennies) a un taux inférieur à 1, signe d'un passif à court terme supérieur à l'actif et donc d'un besoin d'emprunter à court terme pour le couvrir (d'où une forte sensibilité aux taux d'intérêt qui, en cas de hausse, font chuter fortement les profits). Nvidia en revanche, au regard de ce critère, reste innovante et a pu contrer le déclin, peut-être grâce à une «seconde jeunesse» due à l'essor de l'intelligence artificielle qui a besoin de ses puces.

Dette

Parallèlement à l'évolution du ratio de liquidité générale, on observe une croissance progressive de l'endettement. Les entreprises les plus innovantes présentent en général des perspectives de rentabilité très fortes mais associées à une forte incertitude. Elles peuvent donc difficilement recourir à l'emprunt auprès de créanciers caractérisés par une forte aversion au risque (les banques, par exemple). En «mûrissant», leur profil risque/rentabilité se rapproche de ce-

luid'entreprises traditionnelles pour qui le recours à l'emprunt est un mode normal de financement. Une tendance qui confirme une sensibilité croissante aux variations des taux d'intérêt.

Dette (milliards de dollars)

	Mag7		FAANG		DJIA	
2009	70,06		31,69		224,16	
2010	101,48	44,85 %	57,14	80,31 %	233,56	4,19 %
2011	131,74	29,82 %	84,44	47,78 %	269,28	15,29 %
2012	176,98	34,34 %	121,75	44,19 %	284,1	5,50 %
2013	223,53	26,30 %	156,03	28,16 %	294,03	3,50 %
2014	302,1	35,15 %	216,72	38,90 %	301,49	2,54 %
2015	361,71	19,73 %	256,68	18,44 %	306,09	1,53 %
2016	474,32	31,13 %	308,01	20,00 %	319,9	4,51 %
2017	629,71	32,76 %	440,6	43,05 %	364,15	13,83 %
2018	638,19	1,35 %	464,04	5,32 %	362,57	-0,43 %
2019	725,2	13,63 %	547,46	17,98 %	410,5	13,22 %
2020	858,24	18,35 %	671,94	22,74 %	441,15	7,47 %
2021	968,63	12,86 %	769,04	14,45 %	427,68	-3,05 %
2022	1013,19	4,60 %	803,6	4,49 %	429,19	0,35 %
2023	1097,28	8,30 %	829	3,16 %	470,85	9,71 %
	1466,20 %		2515,97 %		110,05 %	

Les données collectées ici concernent la dette à long terme, c'est-à-dire la dette à plus d'un an. Comme on peut le constater, il y a une véritable explosion de l'endettement de ces entreprises, et cette explosion est d'autant plus forte qu'elles sont immatérielles. Alors que les entreprises industrielles n'augmentent leur dette «que» de 110 % (c'est-à-dire qu'elles doublent leur dette), les entreprises innovantes l'augmentent de 1 466 % et de 2 515 %, c'est-à-dire de 15 à 25 fois la dette initiale.

Les chiffres de ces entreprises technologiques montrent à quel point l'endettement a explosé et à quel point elles ont de plus en plus besoin de taux bas. Tesla et Meta sont partis d'un niveau d'endettement quasi nul et Tesla l'a multiplié par 239 en 15 ans. Une fois de plus, Microsoft s'avère être la plus «mature» des entreprises technologiques.

Dette (milliards de dollars)

	Microsoft	Méta	Tesla	Netflix
2009	37,81	0	0	0,48
2010	43,83	0,83	0,18	0,69
2011	48,12	1,43	0,49	2,43
2012	56,11	3,35	0,99	3,22
2013	68,44	2,43	1,75	4,08
2014	82,97	3,87	4,92	5,19
2015	103,32	5,19	6,98	7,98
2016	155,8	5,77	17,13	10,91
2017	177,64	10,18	23,42	15,43
2018	166,73	13,21	23,98	20,74
2019	172,69	32,32	26,84	26,39
2020	173,9	31,03	29,07	28,22
2021	180,38	41,11	31,12	28,74
2022	181,42	60,01	36,85	27,82
2023	232,29	76,46	43,25	28,14
Cumulé	514,36 %	9112,05 %	23927,78 %	5762,50 %

Ratio dettes/fonds propres

Cette tendance à un recours accru à l'endettement est soulignée par un autre ratio, celui entre l'endettement et les fonds propres. En effet, une entreprise dispose de deux modes de financement : par le capital des actionnaires qui exigent en contrepartie une forte rémunération ; ou par le recours à l'endettement, moins coûteux mais réservé à des entreprises dont le risque de défaillance n'excède pas la norme.

Toutes les entreprises innovantes commencent avec un ratio inférieur à 1 (c'est-à-dire avec des capitaux propres supérieurs aux dettes) et finissent, au cours de la période

analysée, avec des taux compris entre 2 et 1,5, c'est-à-dire avec des dettes dépassant largement le capital investi.

Ce niveau est encore loin de celui des entreprises industrielles, mais confirme la tendance à la transformation, au « vieillissement », des entreprises technologiques. Les entreprises industrielles ont également connu une explosion de leur recours à l'endettement, partant dans la période analysée d'un ratio d'environ 2,5 pour finir par osciller autour de 10. De ce point de vue, on peut dire que les entreprises innovantes se trouvent là où se trouvaient les entreprises industrielles il y a 15 ans. Et il est prévisible qu'elles auront un ratio similaire dans 15 ans.

L'évolution des différentes entreprises montre des dynamiques différentes. Alphabet (Google) et Meta (Facebook) présentent une situation avec un faible recours à l'endettement, et donc moins de « vieillissement ». En d'autres termes, elles conservent des caractéristiques similaires à celles des entreprises innovantes. Parmi celles-ci, celle qui connaît la plus forte augmentation est Apple, qui termine la période considérée avec un ratio deux fois supérieur à celui des autres entreprises technologiques. Microsoft, quant à elle, montre un retour progressif de l'endettement. Enfin, McDonalds affiche un ratio négatif depuis le milieu des années 2010, en raison de capitaux propres devenus négatifs (la magie comptable du capitalisme avancé), probablement parce que les paiements de dividendes ont été supérieurs aux bénéfices réalisés. En fait, l'entreprise a consommé les capitaux propres pour payer les dividendes ; elle s'est tellement endettée qu'il ne lui reste plus de capitaux propres. C'est l'une des conséquences de l'influence de la finance sur la gestion des entreprises non financières.

Conclusions : l'émergence d'un « bloc rouge » technologique

En l'absence d'un parti de la classe ouvrière (dont la formation est sérieusement entravée par l'absence d'un système électoral proportionnel), les partis américains représentent les différentes factions du capitalisme dans ce pays. Un par-

Dettes/capitaux propres

	Mag7	FAANG	DJIA
2009	0,51	0,94	2,52
2010	0,73	1,07	2,39
2011	0,94	1,42	2,76
2012	1,87	1,69	2,65
2013	1,15	1,47	2,45
2014	1,78	1,67	3,65
2015	1,98	1,81	4,14
2016	1,61	1,84	1,12
2017	1,91	2,08	3,60
2018	1,69	1,87	6,92
2019	1,67	1,92	-4,89
2020	1,55	2,00	8,35
2021	1,42	1,78	12,11
2022	1,56	1,91	11,92
2023	1,23	1,54	9,99

Dettes/capitaux propres

	Apple	Alphabet	Méta	Microsoft	McDonlads
2009	0,51	0,13	0	0,85	1,15
2010	0,59	0,25	0,38	0,9	1,19
2011	0,54	0,25	0,29	0,75	1,29
2012	0,54	0,31	0,29	0,77	1,31
2013	0,74	0,27	0,16	0,8	1,29
2014	1,12	0,24	0,11	0,9	1,66
2015	1,29	0,23	0,12	1,35	4,35
2016	1,5	0,21	0,1	2,26	-15,07
2017	1,9	0,29	0,14	2,27	-11,34
2018	2,17	0,31	0,16	1,81	-6,24
2019	2,8	0,37	0,32	1,57	-6,79
2020	4,35	0,44	0,24	1,34	-7,73
2021	4,3	0,43	0,33	1,13	-12,71
2022	5,11	0,43	0,48	0,99	-9,4
2023	3,77	0,42	0,5	0,98	-12,93

ti représente le capitalisme industriel, l'autre le capitalisme financier, aucun ne représente les travailleurs¹⁰.

Ce que j'ai essayé de montrer, c'est que le changement dans la composition de certaines grandes entreprises technologiques n'est pas dû à un changement dans les préférences personnelles de leurs dirigeants, mais à une condition matérielle de ces entreprises qui a changé. En d'autres termes, ces entreprises sont de plus en plus semblables, en termes matériels et économiques, aux entreprises « matures » et partagent avec elles les besoins et les exigences du système politique. Parmi ceux-ci, la nécessité d'avoir des taux bas en permanence en raison de la part élevée de l'endettement dans le total de leurs ressources.

On observe la formation de ce que Ferguson appelle un « bloc rouge technologique » (aux États-Unis, le rouge est la couleur des républicains) :

« Il réunit de grandes industries telles que l'acier et les métaux, ainsi qu'une faction émergente de personnalités de la Silicon Valley de plus en plus préoccupées par la Chine et découragées par les efforts de l'administration Biden pour réglementer la technologie. Des élites technologiques telles qu'Elon Musk, Marc Andreessen et Ben Horowitz, ainsi que des acteurs technologiques axés sur la défense tels que Peter Thiel, Palantir et Anduril, font tous partie de ce bloc émergent. Il s'agit d'une puissante alliance d'intérêts industriels, technologiques, financiers et de sécurité nationale, unis par une inquiétude commune face à la concurrence de la Chine et par la conviction que Trump soutiendra un programme économique plus agressif et stratégiquement plus affirmé. Ferguson évoque l'émergence d'un bloc « red tech » qui rassemble les champions de l'intelligence artificielle, les start-ups de la défense et les cryptomonnaies. »¹¹

Ce qui est présenté ici n'est qu'une hypothèse à laquelle j'ai cherché une confirmation rapide à travers les données rapidement accessibles. Pour confirmer cette intuition, des études plus approfondies sur la structure des entreprises technologiques et leur évolution sont nécessaires. De plus, le changement d'orientation de ces grandes entreprises ne représente pas l'ensemble de la Silicon Valley : les entreprises qui restent innovantes, les plus jeunes, continuent d'avoir des intérêts matériels qui les poussent à soutenir les démocrates. Néanmoins, il peut s'agir d'une explication possible dans un premier temps, utile pour lire l'évolution du capitalisme américain.

Les États-Unis ont montré ces dernières années que même au cœur de l'impérialisme, les choses changent. Les travailleurs américains ont mené de grandes grèves dans de nombreux secteurs, avec un niveau de mobilisation jamais atteint depuis des décennies. Nous leur apportons tout notre soutien. La situation internationale, avec l'émergence d'un monde multipolaire, le renforcement de la Chine socialiste et la résistance d'autres pays comme Cuba ou le Venezuela, crée les conditions pour que, même au cœur de l'impérialisme, il y ait la possibilité d'un renforcement des communistes et de l'ensemble du mouvement ouvrier. C'est la seule façon d'améliorer durablement les conditions de vie des travailleurs américains, de vaincre définitivement la ségrégation qui existe encore et de mettre fin à l'attitude impérialiste de ce pays.

Dems and LGBTQ + Rights, Gives Trump's Inauguration \$1M », < <https://www.them.us/story/tim-cook-apple-ceo-trump-inauguration-donation> >), Facebook (« Mark Zuckerberg, dernier patron de la tech à se rallier à Donald Trump », < <https://www.humanite.fr/monde/donald-trump/mark-zuckerberg-dernier-patron-de-la-tech-a-se-rallier-a-donald-trump> >), Tesla, Amazon, Google, Nvidia (« Tech Leaders Backing Donald Trump Presidency: Full List of Key Supporters », < <https://www.cnn.com/news/technology/tech-leaders-backing-trump-presidency-full-list/> >).

2. « Les origines de la théorie de l'investissement dans la concurrence entre les partis », < <https://www.ineteconomics.org/perspectives/blog/the-origins-of-the-investment-theory-of-party-competition> >.

3. Ibid.

4. Ferguson, qui n'est pas communiste, propose comme solution une structuration des travailleurs américains de manière qu'ils puissent lever de l'argent de manière généralisée et ainsi concurrencer la capacité financière des monopoles américains. L'histoire nous a montré que lorsque les communistes étaient forts et structurés, il n'y avait pas besoin d'un capital immense pour gagner, car la conscience de classe représentait une digue qu'aucun milliardaire ne pouvait franchir.

5. Ferguson a étudié en profondeur de nombreuses campagnes électorales et s'est heurté à cette opacité. En effet, les financements, même modestes, masquent souvent des donateurs importants qui préfèrent rester anonymes. Comme il le fait remarquer, « les variations dans les noms et les affiliations posent de nombreux problèmes. Mon cas préféré, dont je me souviens très bien, était celui d'un homme qui prétendait n'avoir aucune affiliation professionnelle. Il était en fait le président de la plus grande compagnie d'assurance maladie des États-Unis, mais il s'était simplement déclaré retraité », < <https://www.phenomenalworld.org/interviews/thomas-ferguson/> >.

6. Ferguson note également que « si la presse est dominée par des intérêts lucratifs, beaucoup de choses ne seront pas publiées, car cela nuirait aux intérêts des propriétaires ». Daniel Chomsky a publié plusieurs excellents articles utilisant les archives des éditeurs et rédacteurs en chef des principaux journaux qui démontrent le fonctionnement de ce mécanisme, < <https://www.phenomenalworld.org/interviews/thomas-ferguson/> >.

7. En ce qui concerne les médias sociaux, Ferguson note que « les conséquences dans la blogosphère ne sont pas édifiantes. Il existe un certain nombre de classements qui indiquent combien de soi-disant influenceurs actifs se situent en dehors des grands médias, mais le point crucial est que cette culture de l'influence est imprégnée d'une logique orientée vers l'argent et la vente de produits. L'apparente multiplication des médias qui devraient être petits et non influencés par l'argent est une illusion », < <https://www.phenomenalworld.org/interviews/thomas-ferguson/> >.

8. Cette division désormais classique est de plus en plus remise en cause par la réalité économique. Les fonds de capital-investissement se retrouvent à gérer directement des entreprises productives. Les investissements de ces derniers, qui sont des institutions financières, doivent donc s'inscrire dans la logique du capital productif. La différence entre les deux devient de plus en plus floue.

9. Le court terme désigne les actifs et les passifs dont la durée est inférieure à un an.

10. Certains éminents gauchistes du parti démocrate ont affirmé que Joe Biden a été le président le plus à gauche de l'histoire des États-Unis. Les travailleurs ne semblent pas convaincus. Si l'on examine rapidement les données salariales, on constate que le salaire horaire moyen des travailleurs américains a certes augmenté, mais en dépit d'une baisse du nombre d'heures travaillées, ce qui a entraîné une chute des revenus des familles ouvrières au cours des années de la présidence de M. Biden. Cette raison matérielle peut expliquer, en l'absence d'un parti communiste ou ouvrier fort, le manque de soutien aux démocrates.

11. « VÉRITÉS sur les tarifs douaniers de Trump — et sur l'avenir à fort enjeu qu'ils dessinent », < <https://www.ineteconomics.org/perspectives/blog/7-truths-about-trumps-tariffs-and-the-high-stakes-future-they-shape> >.

1. Nombreux sont ceux qui se sont étonnamment prononcés en faveur de Trump. Une liste partielle comprend Netflix (« Trump to meet Netflix co-CEO Ted Sarandos, source says », < <https://www.reuters.com/world/us/trump-meet-netflix-co-ceo-ted-sarandos-cnn-reporter-says-x-2024-12-16/> >), Apple (« Apple CEO Tim Cook, Who Previously Backed

V. Trump a-t-il sous-estimé la Chine ?

Trump et l'impérialisme américain ont un ennemi, la Chine. La République populaire s'est donné des moyens de riposter mais elle doit, en même temps, affronter les contradictions de son propre développement¹.

Il est important de revenir sur la rencontre de Genève et les négociations sino-américaines qui s'y sont déroulées les 10 et 11 mai. Ces négociations se sont conclues par une trêve de quatre-vingt-dix jours avec une réduction des droits de douane. Il est crucial d'en parler car cela représente un concentré de la situation et du conflit sino-américain actuel. Cet accord n'était pas véritablement attendu aussi rapidement. Il s'est fait, et tout le monde a été surpris.

Il convient de décortiquer ce qui s'est passé. Vincent Vicard a mentionné le premier mandat de Trump et les premières mesures tarifaires prises contre la Chine en 2017, avec les accusations de pratiques commerciales déloyales et les déséquilibres des échanges au détriment des États-Unis². Ces premières sanctions concernaient des milliers de produits chinois, des interdictions d'exporter de la haute technologie vers la Chine et d'importer certains matériels en concurrence avec les produits américains, comme ceux destinés à la 5G.

Comme l'a rappelé Vincent, l'administration Biden a poursuivi l'offensive : de nouveaux droits de douane ont été imposés, portant sur les technologies vertes et stratégiques. Ce qui confirme le consensus américain entre républicains et démocrates, pour lesquels la cible principale des États-Unis est la Chine. En 2025, le retour de Trump a vu une reprise brutale du conflit qui s'est transformé en un affrontement économique d'ampleur mondiale. Les tarifs douaniers massifs et les contre-mesures ont paralysé les échanges bilatéraux, ébranlé les marchés et perturbé les chaînes d'approvisionnement.

Un conflit géostratégique qui vient de loin

Deux points sont à relever : premièrement le conflit actuel ne constitue pas une véritable rupture dans la politique américaine. Deuxièmement la question des tarifs douaniers envers Pékin est de nature différente qu'avec le reste de la planète. Dans le second cas, les taxes s'inscrivent dans le cadre d'une économie commerciale mondiale concurrentielle. Pour la Chine, il s'agit d'une confrontation de fond, stratégique et idéologique entre les deux grandes puissances mondiales, qui plonge ses racines dans la projection américaine unipolaire du monde après l'implosion de l'URSS.

Rappelons ainsi le document classifié du ministère de la Défense américain de 1992 qui proclamait : « la mission politique et militaire de l'Amérique dans l'après-Guerre froide sera de veiller à ce qu'aucune superpuissance ri-

vale ne puisse émerger, capable de contester la suprématie américaine. » En 1992, la Chine débute juste son décollage économique. Elle n'est pas particulièrement visée par cette menace qui va se concrétiser et monter en force au fur et à mesure que la Chine prendra du poids à l'échelle mondiale et affirmera son émancipation envers l'hégémonie de Washington.

Les relations se tendent dans la première décennie du XXI^e siècle. L'un des tournants est le « pivot asiatique » imposé par Obama en 2010, qui ouvre en quelque sorte les hostilités. Il concrétisait véritablement ce que les Américains ambitionnaient de faire avec leurs alliés pour contenir la montée en puissance de la Chine. Au fil des ans, de partenaire, la Chine devient une rivale et pour Washington l'ennemi public numéro un. L'UE a suivi en la désignant comme rivale systémique.

L'offensive trumpienne aujourd'hui est d'une rare violence et a un impact sur l'économie mondiale. À Genève, il a été décidé une baisse des barrières douanières de 125 % à 10 % pour la Chine et de 145 % à 30 % pour les États-Unis. Un processus de négociation doit normalement se poursuivre. Quels en seront les effets ?

Les premiers commentaires ont parlé d'une « victoire » chinoise et d'un « recul » de Trump. Que peut-on en dire ? Aux salves de Trump, la Chine mieux préparée qu'en 2017, a répondu au coup par coup.

Dès mars, elle avait massivement réduit ses avoirs en dette américaine en cédant près de 19 milliards de dollars de bons du Trésor américain. Elle a décidé une baisse significative d'achat des produits agricoles américains, dont le soja, au plus grand bénéfice du Brésil, une restriction des exportations de certains métaux stratégiques, des terres rares lourdes dont elle assure la majeure partie de l'extraction et la quasi-totalité du raffinage. Enfin, la décision du 16 avril de bloquer la livraison d'avions Boeing déjà commandés, ainsi que des pièces d'équipement aéronautique et pièces détachées, a sonné l'alarme pour Trump qui, selon son entourage, ne s'attendait pas à cette résistance de la Chine.

Dans le même temps, Pékin avait organisé le forum Chine-Amérique latine, où, devant un parterre de dirigeants latino-américains, Xi Jinping délivrait son message : « Nous sommes les défenseurs du multilatéralisme, du libre-échange et de la coopération. » À l'appui il annonçait un certain nombre de mesures et de plans pour augmenter et approfondir les coopérations, que ce soit sur le commerce ou le numérique, entre autres avec le continent latino-américain autrefois pré carré de Washington. La quasi-simultanéité des deux événements n'est évidemment pas fortuite.

Cette capacité de résistance a été sous-estimée par Trump et manifestement aussi par son entourage (d'ailleurs réorganisé) en charge des questions chinoises. Comme a été sous-estimée la cohérence du projet politique chinois de développement, sa nature et sa finalité. Ce processus de développement, depuis quarante-cinq ans environ, s'inscrit dans une vision de l'histoire du pays et de l'état d'esprit des dirigeants et de la population chinoise.

Le projet politique chinois de développement

Le poids de la Chine dans l'économie mondiale est resté central, en gros depuis l'époque romaine jusqu'au ^{xix}^e siècle, avec un sommet en 1820 où la Chine représentait le tiers de l'économie mondiale. Le déclin de l'empire au ^{xix}^e siècle, avec les occupations étrangères, son démantèlement, est profondément ancré dans la mémoire collective chinoise.

Pour comprendre le décollage de la Chine il convient de revenir à ce contexte historique précis du « siècle d'humiliation », devenu le socle du récit national, qui a vu le pays perdre sa souveraineté, et à la fondation en 1921 du Parti communiste chinois. L'objectif premier proclamé dès cette époque est d'assurer le développement du pays, garantir sa prospérité et son indépendance afin de lui redonner une place centrale dans le monde.

Cette ambition est réaffirmée en 1949 au moment de la fondation de la République populaire de Chine illustrée par le discours de Mao Zedong du 1^{er} octobre « La Chine est debout » ! Elle est reprise plus fortement cette dernière décennie par Xi Jinping dans la confrontation avec Washington. Elle s'exprime en ces termes : atteindre une « société de moyenne aisance » en 2020-2025, puis devenir la « première puissance innovatrice » en 2035, et en 2049 « un pays socialiste prospère, puissant et souverain ». Ce sont les étapes qui sont annoncées par la direction du PCC en écho avec ce que disait Li Dazhao, un des fondateurs du Parti communiste chinois des années 20, qui constatait que « La Chine est tombée de la caravane du progrès humain » et s'interrogeait sur les raisons de cette chute. Toutes les explications, toutes les recherches, tous les débats qui se sont construits tout au long du siècle, et qui se poursuivent encore aujourd'hui, veulent répondre à cette question. D'où me semble-t-il la nature du projet communiste chinois : autant nationaliste, au sens nationaliste de souveraineté, qu'une révolution sociale et politique.

Cette question fondamentale posée en Chine au tournant du ^{xx}^e siècle est toujours actuelle et en génère bien sûr une autre qui s'inscrit dans l'évolution historique à des périodes données : quelle voie de développement adaptée aux réalités chinoises – population énorme, main-d'œuvre rurale excédentaire et peu de terres arables – doit être adoptée ? Elle engendre de nombreux débats dont celui de la modernité : est-ce l'apanage de l'Occident et du capitalisme ? Aussi sur le rôle et la nature du marché dont l'introduction en 1978 est définie par Deng Xiaoping, non comme une finalité mais comme outil pour développer les forces productives.

Un projet « socialiste » d'intégration dans la mondialisation capitaliste ?

La transformation économique amorcée par Deng Xiaoping cible quatre modernisations à suivre de près : l'agriculture, l'industrialisation, les sciences et technologies et la défense nationale. Autre question : quels sont les moyens pour

moderniser ? Deng Xiaoping répond : « On va jouer le jeu du capitalisme international. » Donc, la Chine se lance dans la mondialisation libérale existante, instaurant de ce fait, au fil des ans, un système qui est le fruit d'influences hybrides, multiples et bien entendu contradictoires : on relève des paradoxes dans les étiquettes mêmes employées par le PCC pour définir le processus au fil de ses étapes – « économie socialiste de marché », « stade primaire du socialisme » –, confrontées à l'utilisation de méthodes capitalistes pour développer le pays.

La Chine devait à l'époque devenir l'atelier du monde, avec une croissance économique de 10 % voire plus dans certaines régions, où elle a atteint 14 %. En vingt-cinq ans, la part du commerce extérieur dans le PIB explose, passant de 5 % en 1970 à 50 % en 2010. La Chine devient le premier exportateur mondial. La consécration de ce décollage fulgurant est l'adhésion à l'OMC en 2001 avec le statut de pays en voie de développement. Cela consacre effectivement les liens de la Chine avec le capitalisme international. Pour Clinton, alors président des États-Unis, l'adhésion « est une opportunité pour le capitalisme mondial. » C'est clair et net.

Pour la Chine, l'objectif n'est pas de créer un système capitaliste, mais d'utiliser les ressources du marché, les capitaux étrangers avec transfert de technologie pour développer la richesse du pays, permettant de répondre aux besoins de la société chinoise, à l'élévation du niveau de vie, au renforcement de son indépendance et de sa souveraineté. C'est un vaste programme, et je renvoie aux documents et textes publiés pour bien comprendre aujourd'hui, dans la continuité, l'ampleur des débats, de la réflexion théorique et de l'expérience pratique qui anime la politique chinoise. En trente ans, c'est sous l'égide de l'État et du Parti communiste que la Chine s'est profondément intégrée à la mondialisation capitaliste. Il n'y a pas eu de *big bang*. C'est une ouverture qui reste très contrôlée, très contrôlée aussi pour les multinationales. Ce sont les autorités qui décident des secteurs d'investissement en fonction des priorités qu'elles ont définies. Il n'y a pas de véritables entreprises étrangères indépendantes, mais des *joint-ventures* avec des partenaires chinois. On donne la priorité au secteur public, à sa modernisation, à son efficacité pour qu'il soit compétitif, et les entreprises d'État sont appelées – et elles le deviendront – à devenir des acteurs actifs et concurrentiels.

La Chine reste maîtresse de son développement. L'État planifie et coordonne l'ensemble des activités économiques. La cohérence du projet est maintenue par les plans quinquennaux. On achève en 2025 le 14^e plan quinquennal. Le plan quinquennal est un atout pour coordonner et rassembler les ressources économiques et sociales dans la durée. La Chine est en train de mettre en place le 15^e plan dont la préparation mobilise la nation *via* une consultation populaire par les réseaux sociaux, la presse, les réunions de quartier, de villages. Ce n'est pas nouveau. Pour les autorités c'est un moyen de prendre le pouls des diverses couches de la société et conforte le compromis social sans lequel le décollage économique n'aurait pu se faire. Un compromis social qui ne peut cacher la forte exploitation ouvrière dont ont bénéficié les multinationales, ni les grèves et fortes contestations sociales qui traversent le pays. Cependant, ce compromis social se maintient par la dynamique économique qui assure le développement et de ce fait garantit la légitimité du parti.

Cette croissance fulgurante qui a permis la hausse du niveau de vie avec la sortie de 500 millions de personnes de la pauvreté en Chine (Banque mondiale, 2009) a un coût social et environnemental lourd. La priorité absolue

accordée au PIB est porteuse de fortes inégalités territoriales et sociales (entre urbains et ruraux, entre classe ouvrière et classe moyenne, ou encore entre citadins et mingongs qui, ne bénéficiant pas du Hukou (permis de résidence), sont exploités dans les villes et ont des conditions de travail et de vie déplorables.

Notons aussi une politique démographique éprouvante pour l'ensemble de la société.

Le tournant de la crise de 2008

Ces réalités ont poussé les autorités chinoises à réorienter la voie de développement. La crise de 2008 va précipiter ces changements. Du fait de l'effondrement de ses exportations vers les pays occidentaux en récession en 2009 et de l'insuffisance rémanente de sa demande intérieure, des surcapacités de production sont apparues.

La crise pointe une dépendance trop marquée à l'égard des marchés mondiaux, notamment étatsuniens et européens, alors qu'émergent de fortes tensions géopolitiques avec les États-Unis, puis l'UE.

La Chine affirme alors sa volonté d'émancipation qui se traduit par de nouvelles réformes sur le plan national et un nouveau positionnement à l'international :

Le Parti communiste s'efforce de réorienter l'économie chinoise vers les services et le marché intérieur pour créer ce qu'il appelle une « nouvelle normalité », plus qualitative et plus durable. La croissance est sensiblement plus lente car davantage tirée par le développement des services. En 2024, le secteur des services a contribué à 56,7 % du PIB, l'industrie à 36,5 % et l'agriculture à 6,8 %.

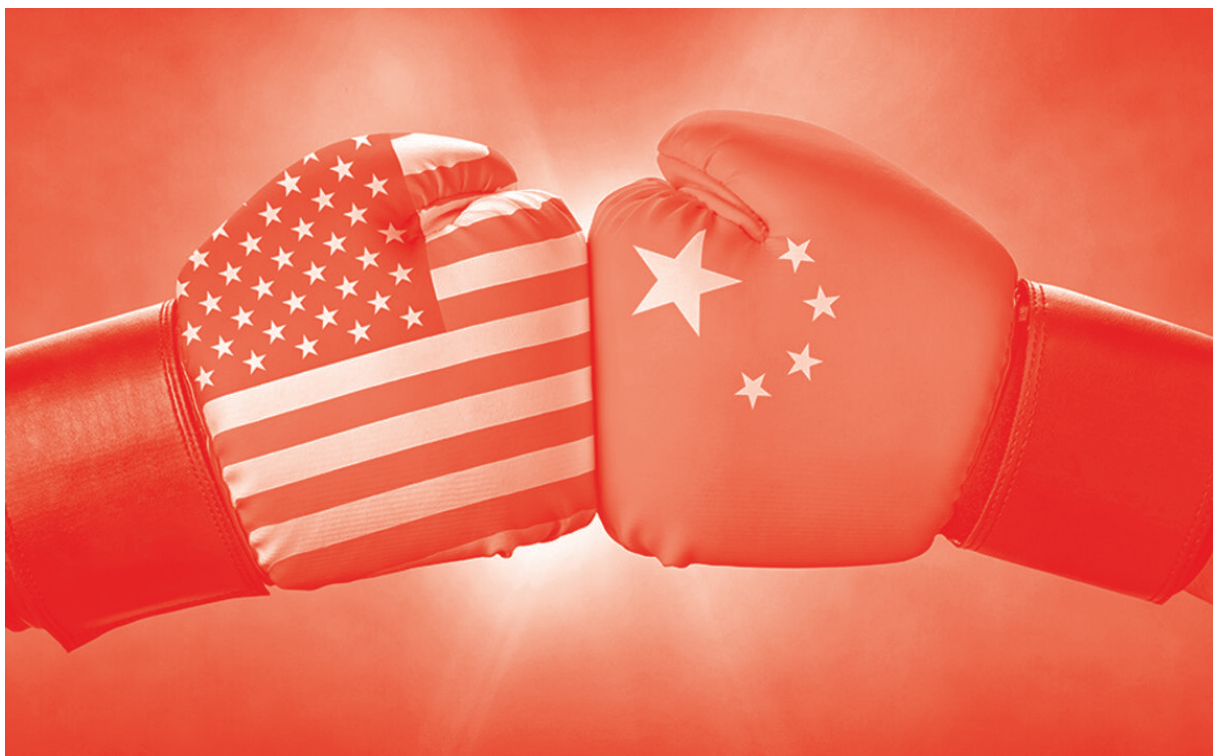
Le point noir reste que la part de la consommation intérieure reste faible. Elle nécessite l'extension des mesures sociales essentielles malgré la hausse des salaires, l'amé-

lioration des retraites en milieu rural, le soutien aux enfants de migrants. La protection sociale est encore très inégale. L'arrivée au pouvoir de Xi Jinping a correspondu à la réorientation de l'économie chinoise vers une meilleure qualité de la croissance (moins quantitative), plus redistributive et plus durable. Elle a aussi correspondu avec la montée de la tension avec les États-Unis.

Le défi de la révolution L'informationnelle

En cause notamment, la décision de *booster* la révolution de la haute technologie. Wen Jiabao disait en 2010 : « Nous sommes juste après la rupture de 2008 et la crise qui va accentuer la rupture entre la Chine et les États-Unis. La crise financière est en train de faire naître une nouvelle révolution industrielle et technologique. Le développement de cette nouvelle industrie décidera de l'avenir de notre État. » C'est la réparation. Les Chinois ont raté la révolution industrielle, ils veulent la révolution technologique. En 2015, le plan « Made in China 2025 » lance la révolution technologique en Chine, basée sur le développement des semi-conducteurs, de la robotique, du spatial, du quantique et de l'intelligence artificielle. Les dépenses en recherche et développement ont dépassé en 2020 celles de l'Europe et se rapprochent de celles des États-Unis. L'augmentation de ces dépenses représente 80 % de l'augmentation totale des dépenses de l'OCDE depuis 2000. En quelques années, 150 technopoles vont couvrir le territoire chinois, que ce soit dans les zones maritimes ou les zones intérieures. Les entreprises publiques et privées sont appelées à se concentrer sur le projet chinois défini par l'État.

L'objectif est de passer de « l'usine du monde » au « laboratoire du monde » pour remonter la chaîne des valeurs.



Le capitalisme occidental, notamment américain, considère cette ambition comme une menace mettant en cause son hégémonie. Cette révolution technologique devient le cœur de l'affrontement.

L'autre volet de cette nouvelle période repose sur les nouvelles revendications chinoises sur le plan international. Xi Jinping a mis fin à la politique du profil bas, promue par Deng Xiaoping. Pékin s'est lancé dans une contestation de plus en plus forte de l'ordre mondial sous hégémonie états-unienne.

Entre 2021 et 2023, Xi Jinping lançait trois initiatives visant à promouvoir le multilatéralisme : l'Initiative pour le développement mondial, l'Initiative pour la sécurité mondiale et l'Initiative pour la civilisation mondiale. Elles structurent désormais la politique étrangère chinoise.

Elle renforce ses liens avec les pays du Sud par la création de forums : Chine Afrique/Chine pays arabes Chine/Amérique latine.

Elle relance l'Organisation de coopération de Shanghai créée en 2001 avec la Russie et pousse au développement des BRICS.

En 2013, Pékin lance l'initiative des « Routes de la Soie », la « *Belt and road initiative* » (BRI) avec la création d'une Banque asiatique d'investissement. 150 pays vont y adhérer (deux tiers des pays latino-américains). Réaction de Larry Summer, secrétaire d'État étatsunien de l'époque : « On s'en souviendra comme du moment où les États-Unis ont cessé d'être le garant du système économique mondial. » Pour la Chine, la BRI est un outil de restructuration internationale.

En 2014, au sommet des BRICS de Fortaleza, la création d'une banque commune de développement et d'un fonds de réserves va catapulte l'organisation sur la scène internationale et favoriser son attractivité auprès des pays émergents.

Le tout s'accompagnant d'une remise en cause de plus en plus nette de l'hégémonie du dollar. En 2009, Pékin avait déjà lancé un pavé dans la mare à la veille du sommet du G20 à Londres en posant ouvertement la question de la viabilité à terme du billet vert comme monnaie de référence dans les échanges internationaux.

Les dirigeants chinois vont forcer la marche, non pour tenter de « dédollariser » le monde mais pour faire en sorte de pouvoir s'en passer. En 2010, moins de 1 % des paiements transfrontaliers de la Chine avaient été réglés en RMB, contre 83 % en dollars ; en mars 2024, plus de la moitié (52,9 %) de ces paiements, était libellée en yuan soit un doublement en seulement cinq ans.

On voit donc dans les années qui ont suivi la crise de 2008 comment la Chine s'est préparée à la confrontation avec la première puissance mondiale en développant ses liens commerciaux avec le Sud global, en diversifiant complètement ses importations et exportations pour assurer son indépendance et tenter de régler son énorme problème de surcapacité de sa production.

Elle est devenue le premier partenaire commercial de l'Amérique latine. On peut aussi rappeler la mise en place en 2020 du Partenariat économique régional global (RCEP) signé par 15 pays de l'Asie-Pacifique (sauf États-Unis et Inde). Les exportations en direction des États-Unis ont chuté : elles représentaient 19,2 % du total en 2017, contre 14,7 % aujourd'hui. Les importations de la Chine en provenance des États-Unis représentent moins de 1 % de son PIB.

Dans le même temps, celles destinées aux pays de l'ASEAN et aux partenaires de Pékin au sein des Nouvelles routes de la soie sont passées, respectivement, de 12,8 % à 16,4 % et de 38,7 % à 47,8 %. Pékin a également réduit la part

des multinationales dans ses exportations : en 2005, elle atteignait 58 %. En 2021, elle n'était plus que de 34 %, les sociétés locales répondant de plus en plus à la demande mondiale.

Cette stratégie commerciale chinoise est indissociable de la stratégie géopolitique et militaire des États-Unis en Indo-Pacifique qu'il conviendrait de développer. Notons les différentes alliances imposées par Washington dans la région, dans la perspective de créer un bloc anti-chinois, autour notamment de la question de Taïwan pour « endiguer » la Chine. Citons le QUAD/AUKUS/JAKUS avec les principaux voisins de la Chine, lesquels dans leur ensemble ne s'inscrivent pas dans la stratégie de blocs défendue par Washington compte tenu de l'importance des relations commerciales régionales.

Aujourd'hui, la Chine joue la carte d'une référence de stabilité mondiale par rapport à l'imprévisibilité de Trump. Elle mise sur la mondialisation, elle mise sur le libre-échange, pour poursuivre son développement et surmonter ses propres difficultés intérieures dont les principaux points noirs sont aujourd'hui sa démographie avec une population vieillissante, le chômage des jeunes et le temps que prendra sa transition de croissance économique des industries manufacturières traditionnelles à forte main-d'œuvre vers les secteurs de la haute technologie et de la transformation numérique.

En première conclusion nous pouvons dire que la voie de développement de la Chine est ouverte. Le processus n'est pas figé et doit faire face à de nouvelles contradictions, d'où les nombreuses interrogations sur le futur chinois.

Par sa montée en puissance, la Chine a participé à la re-composition du monde et sérieusement écorné le *leadership* étatsunien.

1. Voir la série de notes de Yves Dimicoli, accessibles sur le blog d'*Économie & Politique* :

< <https://www.economie-et-politique.org/2025/01/06/ou-va-la-chine/> >.

2. Cet article développe l'intervention de l'auteur au colloque de la Fondation Gabriel Péri dont nous rendons compte dans ce numéro : Denis Durand, « 60 ans de crise du capitalisme monopoliste d'État, où en est-on ? Poursuivre la confrontation d'idées ».

VI. La France et l'Union européenne face à la menace Trump

L'Union européenne, et en son sein la France, sont particulièrement vulnérables aux mesures annoncées par le président des États-Unis. Mais les dirigeants politiques européens continuent de tourner le dos aux mesures qui seraient susceptibles d'apporter un remède à cette menace.

Le ralentissement mondial sous l'effet de la « guerre commerciale » de Trump va être fort, probablement plus fort que ce qu'annoncent les différents instituts qui la sous-estiment pour diverses raisons. La France court fort le risque de se trouver en récession, de même que l'Union européenne.

La récession, ou le très fort ralentissement français, vont mécaniquement alourdir le poids de la dette et du déficit. D'où le redoublement d'efforts pour convaincre de baisser encore plus les dépenses publiques, avec les 40 milliards d'euros de baisse supplémentaires que veut imposer François Bayrou !

Une telle baisse des dépenses a des effets dépressifs, immédiatement sur la demande (consommation des ménages, consommations et dépenses publiques), à moyen terme sur l'offre, les capacités productives de notre pays (entreprises et services publics, comme la formation, la recherche, la santé) alimentant une spirale de difficultés accrues.

Au contraire, il faut développer et transformer les capacités d'offre (de production), se tourner vers la demande intérieure et vers d'autres demandes extérieures, ainsi que d'autres coopérations internationales, productives, commerciales et de recherche.

1. Les batailles contre les suppressions d'emplois, fermetures d'entreprises et pour des solutions alternatives sont décisives en ce sens. Le cas d'Arcelor est emblématique, de même que celui de Vencorex, celui de ST-microelectronics, et bien d'autres. Ce sont des batailles pour une autre mondialisation, en même temps qu'une bataille pour développer le pays et transformer l'offre vers une industrialisation écologique (émissions de gaz à effet de serre) et sociale (création d'emplois de qualité).

2. La question d'un budget public de soutien à la demande et aux services publics est tout aussi décisive.

La politique monétaire dans un « double bind » : la transformer devient indispensable

La BCE, pour éviter la récession, va baisser ses taux d'intérêt (elle a commencé à le faire).

Mais nous allons être pris par le dollar et les États-Unis dans une tenaille similaire à celle que nous connaissons

depuis au moins 1981 : baisser les taux favorise les sorties de capitaux, augmenter les taux pour éviter les sorties tue la faible croissance. C'est ce qu'on appelle un « double bind » (double contrainte) paralysant.

L'effet attractif des taux d'intérêt américains est alors d'autant plus fort que la BCE baisse les siens, malgré la prime de risque « Trump » qu'il faut retirer. Les États-Unis vont attirer plus de capitaux, non seulement IDE, mais aussi de portefeuille (placements financiers). Les capitalistes et les institutions financières vont pouvoir emprunter à bas taux en euro pour placer en dollar aux États-Unis ! Car la BCE refinancie à bas taux les banques qui prêtent pour les investissements et placements les plus rentables.

Le besoin de rompre avec cette politique pour une autre sélectivité de la politique monétaire devient absolument vital : la BCE doit baisser ses taux sélectivement, pour les prêts aux investissements qui développent l'emploi et diminuent les émissions de GES, accroître ses taux pour les prêts qui font des placements financiers, d'autant plus si c'est aux États-Unis ou en dollars, et/ou ceux pour des investissements qui détruisent de l'emploi ou augmentent les émissions de GES. Une taxation de ces exportations de capitaux doit venir compléter ces mesures.

Des dirigeants européens « munichois » et conservateurs

Face à cela, la réaction des différents dirigeants de l'UE consiste à la fois à capituler, à renforcer le dogme libre-échangiste et à collaborer.

La réponse de l'UE

Après quelques rododromes prétendant augmenter les droits de douane¹, ils veulent négocier pour les baisser, jusqu'à une « zone de libre-échange complet », donc persister pour conserver les mêmes principes du libre-échange fou, et même les étendre en faisant sauter les contrôles administratifs sans aucun souci pour la santé, l'emploi, l'environnement. Il s'agit de collaborer à la prédation américaine sur le monde. Déjà en novembre dernier Christine Lagarde, présidente de la BCE, suivie par Ursula von der Leyen, avait préconisé d'accepter le *diktat* de Donald Trump et de faire en sorte d'importer plus de pro-

duits américains, insistant sur le GNL (bien polluant à son utilisation et à sa production).

L'effet du pari est encore plus pervers : il pourrait conduire les dirigeants européens à chercher encore plus à être les alliés des États-Unis pour exploiter/imposer la règle du jeu au reste du monde. C'est typique du colonisé intermédiaire. Une forme de néo-collaborationnisme économique, dans un système impérialiste, où les États de l'UE, voire l'UE, cherchent à jouer un rôle de sous-impérialisme – par exemple la France en Afrique.

La réponse du patronat

Dans le même temps, les grands patrons accélèrent leurs investissements et délocalisations aux États-Unis pour y implanter des sites de production, voire de recherche. Emmanuel Macron et Friedrich Merz ont beau les tancer verbalement, parler de « patriotisme économique », ils ne font rien de concret pour changer cela. Les dirigeants de 32 firmes pharmaceutiques (dont Sanofi et Servier) installées en Europe ont écrit une lettre de quasi-menace le 15 avril à Ursula von der Leyen : « exode d'investissements » aux États-Unis si l'UE ne dérégule pas ! Bernard Arnault, PDG de LVMH, dont 25 % des ventes et 50 % des profits se font aux États-Unis, comme Patrick Pouyanné, PDG de Total, ne cessent de faire pression dans le même sens et d'annoncer des investissements aux États-Unis.

La réaction du grand capital, c'est donc d'exiger une dérégulation et d'accroître les IDE et délocalisations aux États-Unis, largement accompagnés par des financements bancaires et des aides publiques européennes, ou nationales ! L'autre face de la réaction du capital : accélérer les fermetures d'entreprises et les plans dits de sauvegarde de l'emploi (PSE). La CGT en dénombrait 130 en juin dernier, elle en dénombre à présent plus de 360 ! Voulant reporter sur les dépenses humaines et sociales les difficultés qu'ils anticipent, le patronat et le capital font payer les salariés et ils renforcent les difficultés pour le pays. Ils ne préparent pas du tout un redressement. C'est une course sans fin, vers le fond.

Quatrièmement, la taxation des GAFAM a été agitée, notamment par Emmanuel Macron. Elle frapperait, de fait, l'ex-cédent étatsunien en revenus des services (logiciels, par exemple, ou droits de propriété sur les médicaments) ainsi que les énormes profits de monopole des GAFAM ou des Big Pharma, dont une partie est réalisée grâce à une évasion fiscale en Europe (Irlande, Pays-Bas, Luxembourg...). Mais rien n'est fait de concret et en même temps, c'est surtout « l'allègement des contraintes » sur les technologies et leur utilisation qui est mis en œuvre. D'autant plus que les divisions entre pays sont fortes au sein même de l'UE.

Enfin, commence à monter, très explicitement, l'idée d'un condominium accru. Une domination partagée, illusoire, appâtée par quelques miettes et surtout le refus d'un affrontement sur le fond. Ainsi, le responsable du programme économique d'Emmanuel Macron en 2017, Jean Pisani-Ferry, avance dans *Le Monde* du 19 avril l'idée qu'il attribue à Agnès Bénassy-Quéré (sous-gouverneur de la Banque de France, présidente du Conseil d'analyse économique sous François Hollande, puis Emmanuel Macron), mais exprimée aussi auparavant par Christian de Boissieu², que pour répondre à Trump, il faudrait « accélérer la transition vers un système monétaire multipolaire ». Mais pour dire immédiatement que « les piliers [en] seraient sans doute le dollar, l'euro et le renminbi. ». C'est récupérer la nécessité de plus en plus incontournable d'organiser un monde multipolaire, au service d'un suivisme du dollar américain, par deux autres monnaies alors satellisées, dominant les autres, et

au service d'une domination poursuivie de la logique du capital, avec la promesse illusoire et empoisonnée d'en tirer quelques dividendes. Bref, la politique de l'UE et des socio-libéraux depuis 40 ans, voire 80 ans !

Il faudrait bien sûr beaucoup plus entrer dans les différences entre pays (Giorgia Meloni l'Italienne qui se rend aux États-Unis, tandis que Pedro Sanchez, l'Espagnol, se rend en Chine, *quid* de l'Allemagne ?, des PECO ?).

La Chine, quant à elle, a une réponse qui semble conjuguer trois dimensions : rétorsion, avec une hausse presque symétrique des droits de douane (+125 %, sauf sur certains produits) et des blocages sur l'exportation de terres rares ; développement de son potentiel productif, avec une accélération de ses efforts dans la R & D, dans la formation des ingénieurs et pour rattraper son retard, particulièrement dans les semi-conducteurs ; calme et ouverture vers l'ensemble des pays, renforcement de ses partenariats commerciaux et productifs en Asie, de ses liens dans les BRICS, exportations accrues vers l'UE.

Pour résister à Trump, il faut sortir de l'austérité en Europe

La politique de Trump est de pomper les capitaux du monde, aussi bien pour le déficit publics que pour attirer les investissements entrants (IDE). Elle fait donc monter les taux d'intérêt, ce qui pèse d'autant plus sur le coût de la dette publique.

Si l'attractivité du dollar et de la place américaine se renforce, la création monétaire européenne peut être utilisée par les emprunteurs pour investir aux États-Unis, ou pour spéculer. Il faut donc absolument que la BCE mette des critères précis à l'utilisation du crédit bancaire.

Plus généralement, dans un cadre d'austérité et de croissance ralentie, l'échappatoire principale c'est de prendre des parts de marché à ses voisins. Si au contraire on développe l'activité saine et les potentiels nationaux en Europe, alors la dépendance aux États-Unis et aux exportations peut diminuer.

Enfin, engager un « pivot » vers le Sud global et les BRICS (mais avec un contenu), c'est aussi se tourner vers des débouchés plus dynamiques.

1. Rappelons que dans l'UE seulement un quart des droits de douane perçus sur les importations depuis les pays tiers vont au pays européen destinataire final des importations, les trois-quarts restants alimentent directement le budget de l'UE. Plus généralement, d'après le traité de Lisbonne (TFUE), le commerce extérieur fait partie des « compétences exclusives » de l'Union européenne, à ceci près que (1) la ratification des traités concernant les échanges doit passer par les instances nationales (2) les pays peuvent toujours activer la clause de sauvegarde.

2. Dans *Les Échos* du 3 janvier 2024, Christian de Boissieu disait du Renminbi chinois qu'il a « vocation à rejoindre le duopole dollar-euro ».

VII. Que viser, que faire face à la guerre commerciale 2.0 ?

Il faut se poser une double question : que faire et que viser ? C'est à dire articuler propositions immédiates et transformations ultérieures, en les distinguant mais pas en les opposant : des propositions immédiates qui ouvrent sur les transformations, vers une visée.

La visée générale : ni souverainisme et nationalisme, au nom de la protection des peuples, ni libre-échangeisme fou au nom du retour à l'état antérieur, c'est-à-dire l'ultra-conservatisme des principes. Il faut changer les règles, oui ! Mais tout autrement : pas de façon brutale, imposée et, surtout, dans un autre sens.

Il faut viser une autre mondialisation de co-développement pour l'ensemble de l'humanité. C'est à l'ordre du jour. Il s'agit de mettre les forces en commun pour relever les défis, communs eux aussi, ou de même nature : services publics ; emploi de qualité, épanouissant et digne ; pauvreté ; inégalités ; climat. Bref le développement des biens communs et de l'emploi.

La logique nouvelle

La question de fond, c'est qu'il faut des avances financières communes pour y parvenir. On ne peut pas rester dans l'enveloppe existante et il faut le faire en commun (en travaillant à ce que chaque pays y voie son intérêt). Il faut une création monétaire commune, aux différents échelons (national, zonal) jusqu'à une monnaie commune mondiale, et non une hégémonie. Et dans le même mouvement dégonfler la finance (les « bulles » financières) de façon organisée et maîtrisée. Cela se fait dans la mesure où cette création monétaire est affectée aux pays (à leurs banques centrales), de façon équitable (population, PIB...), et surtout avec des critères précis d'une nouvelle efficacité, sociale et écologique : pour le développement des capacités humaines de toutes et tous – services publics (y compris protection sociale), investissement, s'ils développent l'emploi de qualité (ce qui est tout autre chose que « faire travailler » à tout prix). Soit un tout autre type de progrès de la productivité, par la baisse des coûts et prélèvements du capital pour développer ces capacités humaines et par un partage, une mise en commun, des coûts et infrastructures au lieu des oligopoles géants.

Il faudra nécessairement traiter l'international, la dimension européenne et la France simultanément. Car l'international n'est pas un « extérieur » déconnecté de nos économies, il lui est intérieur : par exemple, les multinationales (50 % de

l'emploi et de la valeur ajoutée des entreprises de France) agissent en France et sont simultanément à l'étranger, les taux d'intérêt internationaux ont un effet quasiment direct sur la charge d'intérêt de la dette publique, etc.

Un certain nombre de dirigeants économiques européens ne veulent pas entendre parler de création monétaire, ni de monnaie commune. Pour certains, toute création monétaire est inflationniste. Ils préconisent donc de mobiliser l'épargne et de faire des économies sur les dépenses publiques. Il faut bien voir que faire appel aux capitaux existants, à l'épargne, pour contourner la création monétaire c'est non seulement insuffisant quantitativement parlant (d'après l'OCDE, 24 000 milliards de dollars ont été empruntés en 2024 par les entreprises et les États, trois fois plus qu'en 2007, 10 000 de plus qu'avant la pandémie), mais c'est aussi faire appel à de l'argent qui, pour l'essentiel, recherche la rentabilité, un taux de profit. Car sur les marchés financiers, c'est du profit recyclé qui circule. Des titres s'échangent comme des marchandises, au meilleur rapport rendement/prix. Faire appel à l'épargne, c'est surtout entrer dans une rivalité de guerre économique sur un stock de capitaux existants (« ruée mondiale sur les capitaux » à la une des *Échos* des 21-22 mars), ce qui va faire monter les coûts du capital, à commencer par les taux d'intérêt. C'est aussi ne pas voir toute l'organisation institutionnelle qui « fixe » jusqu'à l'épargne populaire dans des dispositifs au service du capital et dans la recherche de rentabilité (l'assurance-vie en France représente 2 000 milliards d'euros, les fonds de pension des retraités des États-Unis ou d'ailleurs sont considérables et plus ou moins obligatoires), ainsi qu'une petite partie, comme les livrets A, pour des besoins sociaux (logement social par exemple). La « débrancher » de ces dispositifs institutionnels est très complexe et heurte des intérêts très enchevêtrés. C'est pourquoi tabler uniquement, ou principalement, sur l'appel à l'épargne n'est pas pertinent.

Entraîner le monde dans une dynamique expansive, c'est non seulement contrer l'austérité, mais c'est aussi alléger les pressions pour s'approprier un gâteau donné. C'est le contraire des politiques mercantilistes qui ne sont pas

seulement des politiques pour l'exportation, mais surtout considèrent que l'exportation doit se substituer à la croissance interne. Or la pression d'emprunts sur un même stock de capitaux existant contribue à faire monter les taux d'intérêts. De même, la bataille pour gagner des parts de marché sur un marché qui n'augmente presque pas renforce la concurrence et les pressions déflationnistes sur les prix et les salaires.

Mais cette dynamique expansive ne doit pas détruire la planète. C'est pourquoi un tournant vers une expansion sociale et écologique est absolument nécessaire, au rebours d'une économie de guerre, de consommation de matières et d'émission de gaz à effet de serre (GES). Et une dynamique d'expansion sociale et écologique est justement ce qui peut réunir et motiver différents pays, forces sociales, acteurs et institutions, cherchant à donner un sens nouveau aux politiques économiques, au-delà de leurs différences. Il faut bien voir l'ordre de grandeur des besoins de financement. Pour le seul défi climatique, le GIEC évalue les besoins d'investissement à 3 % du PIB mondial, soit 3 000 milliards d'euros, pendant 20 ans. Ce ne sont que les investissements, il faut y ajouter les avances pour la formation, les embauches, et les autres dépenses humaines, de reconversion notamment, peut-être autant. Il faut y ajouter enfin les dépenses pour les services publics et la protection sociale, soit peut-être 9 000 à 12 000 milliards d'euros par an pendant 20 ans. Certes tout n'est pas financé par des avances, mais c'est considérable.

Or, pour donner une idée, la dernière émission monétaire du FMI a été d'environ 1 000 milliards de dollars en une fois et, de l'autre côté, la capacité de création monétaire de la Banque des BRICS est limitée à quelques centaines de milliards d'euros d'en-cours. Si on prend les choses par un autre bout, l'ampleur des dettes publiques mondiales accumulées, un peu moins de 100 000 milliards de dollars, montre d'une autre façon l'importance des besoins : avec une maturité moyenne de 10 ans, cela représente 10 000 milliards par an.

De nouvelles règles, institutions et outils internationaux

Plus précisément, il faut

- Des **protections sociales et écologiques**, qui visent des contenus (par exemple le développement de l'emploi des deux côtés et la diminution commune des GES), et non du protectionnisme qui, lui, vise des pays en tant que tels. Elles combinerait des taxations, lorsqu'on ne respecte pas ces règles, mais aussi des incitations positives (financées en partie par le produit des taxations) à se développer et à atteindre des normes sociales et environnementales. Ces fonds seraient gérés démocratiquement avec la participation de représentants des travailleurs des pays concernés. Cela veut dire qu'on développe le site France, en appuyant les autres pays s'ils le font en commun avec notre développement.

- Des **traités de maîtrise du commerce et des investissements** dont la visée est le développement de l'emploi et des biens communs (santé, éducation, climat...), alors que la visée actuelle est de faire le maximum d'échanges et d'Investissements directs à l'étranger. Avec ces nouveaux traités internationaux de commerce et d'investissement, les échanges internationaux se feraient dans la mesure où ils développent l'emploi et les biens communs des deux côtés. Cela combine nouveaux débouchés, nouveau contenu et développement.

Cela concerne bien sûr nos relations avec les pays du Sud, ou d'autres pays développés comme le Canada. Mais aus-

si l'intra-UE, donc une remise à plat progressive des traités européens, à commencer par admettre le principe de coopération (au lieu de la concurrence libre et non faussée) et, pour les aides publiques, des critères sociaux, écologiques et d'équilibre géographique intra-UE.

- Une **monnaie mondiale, véritablement commune**, de développement des biens communs, de l'emploi et des services publics. Elle peut être développée à partir des droits de tirage spéciaux (DTS) existants et en engageant une réforme profonde du FMI (droits de votes, poids des monnaies dans les DTS, critères d'attribution des DTS, relation avec l'ONU et le PNUE¹). La création monétaire de DTS serait affectée aux banques centrales des pays à taux très bas, si celles-ci financent le développement des services publics (y compris la protection sociale) et pour le crédit aux investissements des entreprises à taux d'autant plus bas que ceux-ci programment et développent des emplois et des réductions de GES. Cela permettrait « d'avalier », par un développement sain du PIB, les dettes mondiales, dont celle des États-Unis qui est la plus massive du monde (32 000 milliards de dollars, soit 36 000 milliards d'euros, plus de 133 % de leur PIB).

Concernant le FMI, en particulier, il faut savoir que les États-Unis y possèdent un droit de veto de fait (avec 16,49 % des droits de vote, puisque les décisions sont prises à une majorité qualifiée de 85 % des voix), tandis que la Chine n'a que 6,08 % des droits de vote, à peine plus que l'Allemagne (5,46 %), et que l'Inde (2,63 %), pèse moins que la France (4,03 %) ou même que l'ex-Bénélux (3,09 %). En outre, ces pourcentages déterminent aussi la répartition des DTS attribués lors de leur émission. Les États-Unis en reçoivent donc la plus grande part. Le G7 pèse et reçoit donc 37,21 % des DTS émis, tandis que c'est 14,14 % pour les BRICS et 16,85 % pour les BRICS + (pour 51 % de la population mondiale et 27 % du PIB). Un premier pas serait que la moitié des droits de vote (et d'attribution des DTS) soit fonction de la population de chaque État. En outre, le système FMI-Banque mondiale est indépendant de l'ONU... organisation qui est donc sans bras monétaires et financiers.

Pour aller vers ce changement, il faut organiser un sommet financier mondial. On peut avancer trois motivations rassembleuses à un tel sommet, comme autant d'arguments : le financement de la transition climatique, les déséquilibres mondiaux, les dettes publiques (y compris celle des États-Unis !). La crédibilité politique d'une telle proposition est appuyée par plusieurs éléments : il s'agit de développer ceci à partir de choses qui existent (les DTS), les dettes publiques sont un fardeau considérable pour tous les pays, y compris les États-Unis, les besoins sont gigantesques (on l'a dit), les Chinois ont depuis 2009 formulé une telle proposition. Donc tout cela plaide pour une mise à plat d'ampleur. D'autant plus que le besoin d'une réforme du système monétaire et financier a été exprimé officiellement, et son chantier ouvert dans les instances internationales, depuis la crise financière de 2008. Mais sans grand résultat...

Une perspective intermédiaire, mais accessible aux luttes immédiates

Au niveau européen, l'euro peut commencer à jouer un tel rôle. Au lieu de chercher à en faire encore plus un instrument de placement financier (et de collaboration avec les marchés financiers et le dollar), c'est-à-dire d'attraction de l'épargne pour la faire « fructifier » comme capital, et de financement de la course aux armements, donc dans les deux cas contre les capacités humaines et prédateur, on émettrait des euros pour développer les services publics

(en priorité leur emploi-formation) et les investissements efficaces écologiquement et porteurs d'emploi. On dissuaderait les autres usages, notamment en les pénalisant fortement.

– Un Fonds européen pourrait être créé pour le développement solidaire des services publics en Europe (PECO² inclus).

– La Banque centrale européenne (BCE) devrait appliquer des critères d'efficacité sociale et écologique à sa politique monétaire. Elle refinancerait les crédits bancaires aux investissements à bas taux sur critères écologiques, sociaux et d'équilibre géographique ; à taux très élevé, voire prohibitif, pour les délocalisations et les placements financiers, ou les investissements polluants, dans un premier temps tous les investissements aux États-Unis.

– Un Fonds européen pour le co-développement avec le Sud pourrait être créé, à partir d'une création monétaire en euros qui financerait les investissements s'ils développent l'emploi en commun et réduisent les émissions de GES des deux côtés.

Il y a à travailler le chemin de luttes et le chemin politique pour que ces propositions soient mises en œuvre.

Dans l'immédiat, on pourrait porter 5 propositions + 3 négociations comme exigence auprès du Président et du gouvernement français, comme autant de revendications politiques :

1. Un moratoire (en France) sur les plans de licenciements et plans « sociaux » et une adresse au pôle public bancaire et financier, qui existe déjà, pour qu'il appuie les propositions alternatives portées par les travailleurs. s et les populations si elles préservent ou développent l'emploi-formation et réduisent les émissions de GES, à travers l'organisation de tables-rondes dédiées à l'examen de la situation et de propositions alternatives.

2. Un Fonds européen solidaire pour les services publics intercalé entre la BCE et les États, financé par la création monétaire de la BCE (et le produit de la taxe Tobin), comme l'autorisent les traités (article 123.2), pour financer à 0 % les créations d'emploi et la formation pour les services publics.

3. Une pénalisation des exportations de capitaux vers les États-Unis, tant que les mesures de guerre commerciales sont mises en œuvre, par une taxation de celles-ci et par une pénalisation du taux des prêts bancaires aux entreprises qui y exportent leurs capitaux (IDE ou investissements de portefeuille), ainsi que pour toutes les exportations de capitaux qui diminuent l'emploi en France ou accroissent les émissions de GES.

4. La mise en place d'un véhicule national de financement du budget de l'État (un Fonds) pour accroître les dépenses publiques et sociales, alimenté par des avances à bas taux du pôle public bancaire national, dédié au financement de

Mondialisation et globalisation

La globalisation désigne deux aspects enchevêtrés : géographique (international), et fonctionnel (global), la transversalité croissante des activités économiques, particulièrement de l'information comme de la logique du capital. Elle tend à faire que les processus économiques sont traversés par une même logique et les mêmes intérêts, soumettant tous les pays à une domination sans précédent des marchés, en particulier financiers, où peuvent opérer de grands fonds de capitaux spéculatifs. Pendant ce temps, les multinationales tissent leurs réseaux de production, financiers et informatifs, avec le soutien des États et des institutions internationales, mettant en concurrence tous les travailleurs, employés ou potentiels, et essayant d'exclure les pays qui ne se soumettent pas à cette logique.

Mais cette globalisation n'est pas la seule possible. Un autre type de globalisation est possible et nécessaire. Il ne s'agit pas du faux radicalisme de la « démondialisation » ou du « souverainisme ». Le monde a besoin de partager, de mettre en commun ses forces et ressources, et d'agir ensemble : du partage des brevets et des technologies pour produire des vaccins, à l'action commune contre le réchauffement climatique, mais aussi au partage d'informations sur la santé publique, sur les cyclones, jusqu'au partage des moyens financiers et monétaires pour répondre aux défis globaux inédits d'un développement social et écologique de l'ensemble du monde. Le partage, c'est du « global ». Mais il faut une autonomie de décision et d'intervention des peuples, donc coordination et démocratie.

La transversalité de l'information et des technologies, la transversalité des défis comme le climat, la transversalité de la domination du capital *via* la finance notamment, posent des questions nouvelles, exigeant donc des réponses nouvelles elles aussi.

Déjà en 1999, à La Havane, Paul Boccara disait : « Il s'agirait d'organiser des maîtrises sociales effectives, étatiques et non étatiques, des marchés, des pouvoirs d'intervention des travailleurs et des citoyens, avec des principes de dépassement effectif des marchés capitalistes eux-mêmes [...]. Ainsi, on pourrait faire reculer et commencer à dépasser la globalisation monopoliste pour avancer vers une globalisation de socialisation mutualisée dans l'intérêt des peuples. »

La même année, Fidel Castro concluait la même rencontre, faisant écho à Paul, en disant : « L'incroyable et inédite globalisation qui nous occupe est un produit du développement historique ; un fruit de la civilisation humaine [...] Est-ce un processus réversible ? Ma réponse, celle que je me donne à moi-même, est : non. Quel type de globalisation avons-nous aujourd'hui ? Une globalisation néolibérale ; c'est ainsi que beaucoup d'entre nous l'appellent. Est-ce durable ? Non. Pourra-t-elle subsister longtemps ? Absolument pas. Une question de siècles ? Catégoriquement non [...] Comment se produira la transition ? Nous ne le savons pas. Par le biais de vastes révolutions violentes ou de grandes guerres ? Cela semble improbable, irrationnel et suicidaire. Par le biais de crises profondes et catastrophiques ? Malheureusement, c'est le plus probable, presque inévitable, et cela se déroulera par des voies et des formes de lutte très diverses.

Quel type de globalisation sera-ce ? Il ne pourrait en être autrement que solidaire, socialiste, communiste, ou comme vous voulez l'appeler.

La nature, et avec elle l'espèce humaine, dispose-t-elle de beaucoup de temps pour survivre à l'absence d'un tel changement ? Très peu. Qui seront les créateurs de ce nouveau monde ? Les hommes et les femmes qui peuplent notre planète. Quelles seront les armes essentielles ? Les idées ; les consciences. Qui les sèmera, les cultivera et les rendra invincibles ? Vous [les participants à la rencontre, économistes et acteurs sociaux et politiques]. S'agit-il d'une utopie, d'un rêve parmi tant d'autres ? Non, car c'est objectivement inévitable et il n'y a pas d'alternative. »

l'emploi-formation dans les services publics et d'une réindustrialisation écologique et sociale.

5. Transformation des aides publiques aux entreprises pour qu'elles incitent à développer l'emploi et à préserver l'environnement.

Trois négociations internationales

1. Engager avec les pays européens partenaires (dont l'Allemagne, l'Espagne...) la **coopération de nos pôles publics bancaires et financiers nationaux** existant dans l'UE pour financer à bas taux le développement des services publics, jusqu'à un Fonds européen solidaire.

2. Engager les négociations internationales avec les pays du Sud global (Afrique, Asie, Amérique latine), dont les BRICS (Chine, Brésil en particulier), **pour des traités de maîtrise des échanges et investissements internationaux pour le développement de l'emploi et des biens communs (santé, environnement...)³.**

3. Organiser les négociations internationales **pour l'ouverture d'une conférence financière et monétaire mondiale de financement des biens communs (à partir des objectifs de développement durable de l'ONU) et des dettes publiques par une monnaie mondiale véritablement commune, pour sortir du système dollar.**

Ce dernier point a la capacité de constituer une revendication commune des peuples et forces progressistes du monde entier, unissant les peuples du Nord et ceux du Sud global. Il constitue, en réalité, un enjeu de classe mondial.

1. Programme des Nations unies pour l'environnement.

2. Pays d'Europe centrale et orientale.

3. La politique commerciale extérieure est du ressort de l'UE, mais rien n'empêche la France d'ouvrir des négociations. Ceci dans une double perspective : la préparation de négociations au niveau européen, mais, immédiatement, dans le cadre de l'activation de procédures de sauvegarde des intérêts vitaux.



VIII. Mouvement des idées, luttes et propositions. Ne pas rater les trains de l'histoire

Pour un parti comme le PCF, l'enjeu est de travailler les idées et les luttes, les mobilisations. Les propositions aident à la construction d'un rapport de force et en font partie. Les luttes sont indispensables, luttes sociales et leur politisation avec l'apport possible du PCF.

Nous avons raté les trains de 2008 et de la crise financière, malgré une énorme mobilisation sociale et intersyndicale ; de 2014 et de la crise des dettes publiques en Europe, dont la Grèce, où le PCF n'a pas osé organiser la bataille d'alternative et d'interpellation de la BCE ; du « quoi qu'il en coûte » durant la pandémie pour conditionner et fléchir les milliards de la BCE vers l'emploi-formation et l'hôpital ; des européennes de 2024, en ne mettant pas notre proposition de Fonds européen pour les services publics au cœur de la bataille et en alimentant le souverainisme.

Le moment actuel que nous vivons est crucial, vital pour le destin de nos sociétés, de nos économies et de notre planète, et il peut donc être celui de nouvelles prises de positions, sur lesquelles nous pouvons et nous devons peser. Allons-nous rater celui-ci ? C'est vital. Les choses ne sont pas jouées, ni dans un sens (défaitisme actif d'Ursula von der Leyen), ni dans l'autre (optimisme passif de Thomas Piketty). Nous sommes à la croisée des chemins – « coopération ou affrontement mondial généralisé » – et l'hésitation du monde peut durer, faire mal, voire mal basculer. D'où l'impératif de chercher les voies d'action et de donner du sens.

Il faut donc oser venir sur les questions de fond et construire un rapport de force... sur ces mêmes questions de fond. Les approfondir au lieu de les éviter, et au lieu de chercher le débat sur des questions qui déportent.

L'enjeu c'est de travailler les idées et les mobilisations en même temps.

Voyons bien que les propositions font partie d'un rapport de force. Sinon, la colère et le désarroi sont récupérés dans des impasses mortelles.

Bougés de fond, récupérations politiques et alliances possibles

Sur le terrain idéologique, il faut voir à la fois les aveuglements et impasses, les bougés et la récupération, en ayant

le souci d'alliances efficaces, c'est-à-dire suffisamment larges mais aussi correctement orientées. Il y a plusieurs dimensions : les bougés idéologiques dans la société française même, y compris certains secteurs du capital ou de la social-démocratie, les potentiels internationaux, les appuis européens possibles. L'enjeu c'est de les travailler par les idées et par les luttes, les mobilisations.

Bien sûr, il y a des aveuglements. Barry Eichengreen, économiste américain, professeur à Berkeley et auteur de *L'Exorbitant privilège : le déclin du dollar et le futur du système monétaire international* (2011), interviewé par *Le Grand continent* (23 avril) ne voit dans les décisions de Trump que « folie » et « incompétence ». Une politique qui ne fera que créer des « dommages économiques », avec « seulement des coûts et sans aucun gain ». Et il considère qu'« aucune des alternatives [...] n'est mûre pour le moment » pour remplacer le rôle du dollar, « il faudra des années » pour ce faire. Il n'est pas seul. Mais, heureusement, il y a d'autres positionnements.

Ainsi, nous pouvons partager les appels à un « nouveau multilatéralisme social et écologique » (Thomas Piketty, in *Le Monde*, 12 avril) et insister sur la responsabilité de l'Europe pour « soutenir une réforme profonde de la gouvernance du FMI » et se tourner vers les BRICS. Mais faisons-le sans suivisme. Car, à la différence de ce qu'avance Th. Piketty, il ne s'agit pas seulement de commerce et de fiscalité, mais de production nouvelle (d'un nouveau type) et de création monétaire partagée et maîtrisée autrement, c'est-à-dire, outre la gouvernance du FMI, les objectifs et critères de la création monétaire et de son affectation. De grandes questions nouvelles !

De même, nous pouvons partager certaines positions de Dominique de Villepin insistant sur l'exigence d'un pivot vers le « Sud global ». Mais, il s'agit de s'attaquer d'une part à l'hégémonie du dollar américain (dénoncée pourtant en son temps par de Gaulle, mais sur laquelle Dominique de

Villepin est silencieux¹⁾ et au néo-colonialisme, jusqu'en Afrique. C'est-à-dire de venir sur les contenus : en faveur du développement des capacités humaines « équipées ».

Mais surtout, il faut se garder de déclarer que « le monde a déjà tourné », que les États-Unis ne seraient plus dominants. L'impérialisme à base américaine est au contraire comme une bête fauve blessée et peut être d'autant plus dangereuse. Cela va être une bataille longue et difficile. Tout un processus. Mais à présent la question est posée : l'urgence d'une toute autre globalisation.

Nous pouvons partager aussi une partie de l'appel de Mathilde Lemoine (cheffe économiste de la banque Rothschild) à une « réponse pacifique aux États-Unis » en accroissant les dépenses publiques et avant tout les dépenses pour la formation et l'éducation, plutôt que pour l'armement (*Les Échos*, 18 mars). Mais pas son insistance pour qu'elle soit « financée par l'épargne » et pour développer le marché obligataire européen. Un remède illusoire, car de même nature que le mal.

Il nous faut voir l'indignation d'un Thomas Legrand (*Libération* du 21 avril). Il écrit : « Après le *Plutôt Hitler que le Front populaire* du Comité des forges de la fin des années 1930, voilà le *Plutôt Trump que l'Union européenne* de certains des principaux patrons français et européens [...]. En effet, ils ont tout simplement menacé d'arrêter d'investir sur le Vieux Continent et d'émigrer en Amérique. En clair, ces patrons gavés demandent aux gouvernements de l'Union de s'aplatir devant la logique de l'Amérique trumpienne... Selon eux, pour faire face aux "tarifs" imposés par Trump, il faut tout simplement déréguler. Par exemple, renoncer, s'agissant de l'industrie pharmaceutique, à la mise en place de l'"écocontribution" pour traiter les eaux usées des micropolluants médicamenteux ». Elle peut aider à ouvrir les esprits vers la recherche de solutions nouvelles et à mobiliser. Comme elle peut venir à l'appui d'une récupération en faveur d'une fuite en avant dans une construction encore plus fédéraliste de l'UE et un euro de marchés financiers, alternative illusoire prônée par Jean Pisani-Ferry dans sa tribune citée plus haut.

De même, quelques voix s'étaient élevées, avant la brutale attaque de Trump, pour avancer l'idée qu'il faut en priorité développer le potentiel des pays européens : Mario Draghi, par le financement public de l'investissement des entreprises, Mathilde Lemoine (banque Rothschild) par les dépenses de formation et d'éducation, plutôt que par les dépenses d'armement (*Les Échos* du 18 mars) puis réitérant le 21 avril dans *Les Échos* et se prononçant en faveur d'un bras de fer sur les paiements technologiques (droits de propriété intellectuelle) voire sur les droits de marques américains, mais aussi Thomas Piketty qui, en outre, insiste sur les services publics (*Le Monde*, du 15 mars). C'est important et ce sont des positions différentes des autres voix... mais tous trois proposent, pour cela, un financement par l'épargne (épargne russe saisie pour Th. Piketty ou, pour Lemoine et Draghi, les marchés financiers, des « obligations européennes ») et ils voient surtout « l'investissement », pas la priorité à donner aux dépenses humaines et sociales, même si Piketty voit qu'il faut que l'Europe dépense « à sa façon ». Mais la nécessité d'inverser la relation entre investissement et dépenses humaines n'est pas vue. Or, l'investissement matériel doit accompagner les dépenses humaines et non l'inverse, aussi bien dans les services publics que dans les entreprises. C'est la question majeure aujourd'hui, une question de classe devenue un enjeu universel, d'intérêt général, avec les révolutions informationnelle et écologique.

Enfin, des potentiels à gauche sont considérables, comme l'a montré l'appel « Se renouveler contre l'austérité » et le succès de la rencontre du 29 mars à la Bourse du travail de Paris organisée par *Économie&Politique* avec le soutien du PGE, rassemblant la CGT (tant des syndicalistes d'entreprises qu'un secrétaire confédéral), la FSU, la Convergence services publics, ainsi que des économistes des quatre principaux courants du NFP.

Mouvement social et mouvement politique

Du côté du mouvement social, il s'agit d'une part d'oser, d'autre part de rendre accessibles ces enjeux internationaux auxquels le mouvement social est sensible mais qui tendent à le tétaniser en lui donnant un sentiment d'impuissance, due à l'éloignement, ou d'angoisse. Ceci en construisant des revendications faisant le lien, à partir du terrain.

Les 16 mesures contre la guerre commerciale avancées par la CGT sont importantes. Elles sont gouvernées par l'idée d'une autre mondialisation, de coopération, et non par le protectionnisme. Elles convergent sur de multiples points avec ce que nous avançons. Citons-les de façon reformulées, avec leur numéro d'ordre : (1), (2) et (3) moratoire sur les licenciements, les plans sociaux et appel à des structures de veille (mais séparés de la mobilisation des financements² de l'élaboration d'alternative renvoyée surtout à la planification) et démocratisation des tribunaux de commerce (incluant la revendication d'un droit d'information pour construire des contre-propositions); (4) critères des aides publiques à revoir de fond en comble; (10) pôle public bancaire (en le présentant comme s'il était à créer, alors qu'il faut surtout le démocratiser de fond en comble, et avec des éléments sur les critères de ce crédit, mais sans pointer le rôle décisif de l'appui à l'emploi et aux qualifications, en lien avec pour une efficacité nouvelle, en lien avec un autre type de baisse des coûts); (11) réorienter les banques, dont la BCE, et la politique monétaire tant concernant le crédit aux entreprises que le financement des dépenses publiques, et créer un « Fonds européen alimenté par la BCE »... pour l'investissement industriel; (13) « remplacer le libre-échange » et par une mondialisation de « coopération entre les peuples » et un « juste échange » – le terme de « juste échange » est très ambigu mais, combiné avec la proposition (7), celui-ci est défini ici par des critères écologiques et sociaux, il correspond très fortement à notre perspective de « protections sociales et écologiques » –; (12) un choc d'harmonisation sociale, fiscale et environnementale « vers le haut » combinerait aides publiques, financement et taxations; enfin, quatre propositions sectorielles importantes pour « muscler » l'économie française et européenne : (8) un pôle public du numérique et la nationalisation d'Atos; (9) la nationalisation de la production d'acier en France; (5) de nouvelles règles pour le prix de l'électricité; un pôle public de l'armement; (16) « mettre en place une planification environnementale et industrielle », conjuguant gouvernance « tripartite » (syndicats, élus, patronat), « examen obligatoire des projets alternatifs » avec soutien financier et technique, nationalisation, contrôle de l'activité des entreprises et des investissements. Enfin, sans numéro, la sécurisation de l'emploi, des garanties collectives et la sécurité sociale professionnelle, avec la création d'un fonds mutualisé.

Cela témoigne d'un état d'esprit, d'un potentiel de luttes qu'il faut prendre en compte, appuyer, nourrir, et d'un besoin de dialogue dans lequel nous pouvons nous inscrire, apprendre et apporter, même si tout ceci est approprié de

diverses façons dans les entreprises et dans les différents syndicats nationaux et fédérations.

Du côté politique national

Nous devons clairement :

- Dire qu'il faut se renouveler, renouveler le logiciel de la gauche, à partir de la novation communiste, exprimée dans nos congrès. Voir l'importance de la création monétaire, se doter de leviers précis et démocratiques sur les entreprises et sur les banques pour orienter la globalisation afin qu'elle permette le développement national des pays ; voir l'importance nouvelle des capacités humaines et ne pas enfermer la personne humaine dans le travail, ni opposer social et sociétal.
- Débattre avec la gauche des questions importantes, publiquement.
- Réactualiser le programme du NFP qui, sur la mondialisation, est nettement déficient (rien sur une monnaie alternative au dollar, par exemple) : pourquoi ne pas appeler à une concertation de travail des économistes (ou plus large ?) du NFP ?
- Appuyer les luttes, mais surtout leur donner du sens et chercher à les faire converger dans des revendications communes.

Du côté politique international ou européen

Viser l'organisation de luttes, expressions et mobilisations communes pour une autre globalisation et pas seulement la solidarité. En particulier, pour le financement commun des biens communs, en développant une monnaie commune mondiale alternative au dollar.

Nous pourrions nous donner la visée **d'une manifestation nationale** et organiser :

- des conférences de formation des militants et citoyens sur les enjeux d'une « autre mondialisation » dans chaque région, précédée par une formation de formateurs (comme la commission économique l'avait fait lors de la crise financière de 2008-2009) ;
 - ainsi que plusieurs initiatives nationales :
 - une réunion publique internationale dans la coupole de la place du Colonel Fabien pour une monnaie commune mondiale alternative au dollar, dans le prolongement de la rencontre de février 2020 pour une autre mondialisation ;
 - une initiative de débat sur la France, l'Europe et les enjeux du Sud et des BRICS, pourquoi pas à Marseille ? ;
 - une initiative sur Industrie française, Europe et États-Unis dans le « Grand Est » (Territoire de Belfort où Alstom et GE ont été martyrisés par l'UE et par les États-Unis avec la participation active d'Emmanuel Macron) ? ;
 - en lien avec la JC et la FMJD, une conférence internationale parallèle à la COP 30, à Belém, pour une monnaie commune, alternative au dollar, instrument commun mondial de financement de la réponse au défi climatique.
- Il nous faut réfléchir à une initiative européenne (à Bruxelles ?) à proposer à la fois aux partis communistes d'Europe et au PGE. Et pourquoi pas, en parallèle, une initiative avec Die Linke ?

Pour conclure

Parler d'une autre mondialisation dépasse l'économie, même si son ancrage dans celle-ci est indispensable. Il faut voir la gravité du défi et sa profondeur : donner des perspectives quant à une autre mondialisation, c'est se donner les moyens pour combattre l'extrême droite, pour combattre la

mise en péril du monde (climat, pauvreté, inégalités), et pour ne pas être embarqué dans une économie de guerre. Face à cela, mettons en avant la perspective d'un progrès profond, basé sur des exigences incontournables :

- Créer une démocratie nouvelle, d'intervention et internationaliste, ce qui est aller au-delà de la conservation défensive de la République.
- Développer les capacités humaines de toutes et tous, et la possibilité à chacune et chacun de les exercer, dans l'emploi et au-delà, avec la formation, la culture, les services publics, jusqu'à la perspective d'une sécurité d'emploi ou de formation.
- Entrer dans une tout autre relation avec les entreprises – au lieu de ne penser qu'en termes de limitation de leurs excès d'une part, ou de leur accompagnement par des aides, d'autre part.
- Changer le rôle décisif des banques centrales et de la création monétaire.
- Penser ensemble un monde que nous avons en commun, toute l'humanité, en refondant profondément nos institutions internationales, de l'ONU au FMI, en passant par l'OMC.

Une unification nouvelle des luttes est nécessaire. Elle est difficile, même si des mouvements sociaux comme celui des retraites en montrent la possibilité. Pour cela, il faut donner aux luttes des perspectives positives de conquêtes nouvelles, comme y aident la formulation de propositions précises.

On voit à quel point la bataille contre l'austérité budgétaire, celle pour une nouvelle industrialisation (dont Arcelor ou les semi-conducteurs), celle contre les différentes suppressions d'emploi et fermetures d'entreprises, celle pour les services publics, la protection sociale et le développement des capacités humaines, celle sur les banques ou sur les aides publiques pour un financement niveau avec d'autres critères, prennent un sens nouveau et renforcé avec la perspective d'une tout autre mondialisation, perspective qu'elles contribuent aussi à construire pour une unification des forces du vivant et des capacités humaines contre les forces du capital et de la finance déchaînée.

Ce n'est pas joué, c'est ouvert, mais dans les deux sens : régression ou progrès. Il nous faut nous mettre dans l'état d'esprit de résister et construire, sans renoncer à la perspective d'espoir, mais sans sauter par-dessus le temps et le travail nécessaire de la résistance. Pour construire un nouveau monde commun, où le développement des capacités humaines – leur épanouissement – et le vivant ont la priorité.

1. Et face à laquelle, on l'a vu plus haut, le gaulliste historique Christian de Boissieu propose en fait un *oligopole dollar-euro-yuan*, donc un accompagnement de la domination, ce qui signifie le renforcement du dollar, et non pas un partage comme de façon illusoire le prônent les milieux dirigeants européens depuis des décennies.

2. Même s'il est fait appel aux commissaires aux restructurations et prévention des difficultés des entreprises (CRP), fonctionnaires de Bercy en Régions qui, parmi la panoplie de leurs interventions, peuvent utiliser la renégociation des prêts et le crédit bonifié (mais avec des critères flous).